Le Journal de
Culture & Démocratie

31

Novembre 2013
Périodique de l'asbl
Culture & Démocratie

Sommaire

- Engagement pour la culture et cultures de l'engagement. Autour des vingt ans de *Culture & Démocratie* | *Sabine de Ville* | 1
- Le Manifeste de *Culture et Démocratie / Kunst en Democratie* (1993) | 2
- Les artistes face au réel | *Bernard Foccroulle* | 4
- Comment le simple battement d'aile d'un papillon peut conduire à un ouragan | *Ivo Janssens* | 6
- Une indispensable hérésie | *Anne-Marie Impe* | 8
- Engagez-vous, rengagez-vous | *Estelle Spoto* | 10
- S'engager ! | *Georges Vercheval* | 12
- Déplacement et pluralité, des engagements en archipels à l'ère 2.0 | *Christian Ruby* | 14
- Christine Kulakowski, la reconnaissance des cultures plurielles comme droit fondamental | *Eva Ruwet* | 16
- Triboulations. Penser contre la culture avec Alain Brossat et Francesco Masci | *Baptiste De Reymaeker* | 18
- *I have no dream*, je n'ai pas de rêve mais quand même | *Pierre Ansay* | 20
- *Culture & Démocratie*, poursuivre et inventer | *Sabine de Ville* | 22
- Côté Images: Alain Bornain | *Georges Vercheval* | 24

Engagement pour la culture et cultures de l'engagement. Autour des vingt ans de *Culture & Démocratie*

Ce numéro du Journal de *Culture & Démocratie* ouvre une série particulière, conçue autour du vingtième anniversaire de l'Asbl d'une part et de son Manifeste d'autre part. Il nous a semblé utile et passionnant, de parcourir, en cinq livraisons successives, les questions qui alimentent et fondent, depuis vingt ans, notre réflexion et notre action.

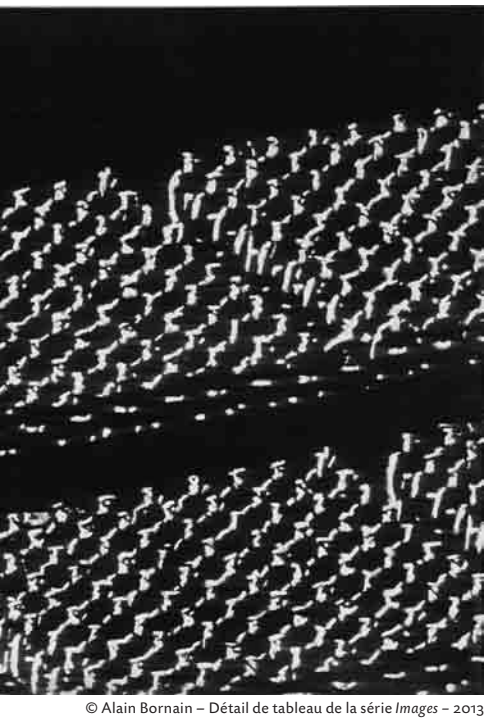
Ce parcours traversera les chantiers les plus actifs de *Culture & Démocratie*, celui de l'Éducation, celui de la Santé, celui de la Prison et celui du Travail social, une manière de rappeler que pour *Culture & Démocratie* la culture se pense et se travaille dans tous les champs de la société, le politique, l'économique et le social.

En 1993, les fondateurs de *Culture & Démocratie* ont exprimé avec force leur volonté de stimuler l'attention du politique à la question de la culture et d'élargir pour tous, l'accès matériel et cognitif à toutes ses formes. Nous leur avons demandé de partager avec vous un premier numéro construit autour de la question de l'engagement. Terme bateau? Pas si sûr. Peut-être moins que jamais en ce temps où l'individualisme et le consumérisme font office de socles culturels.

Après ce premier volet, les prochains numéros du Journal de *Culture & Démocratie* seront pris en charge par les groupes de travail actifs en son sein. Ceux-ci interrogeront, à la lumière de leurs travaux et de leurs pratiques, les politiques de l'éducation, de la santé, de la justice et les politiques sociales. Ambitieux chantier qui veut tenir le difficile équilibre entre dénoncer là où c'est nécessaire et proposer là où c'est possible, pour contribuer à l'invention d'une société différente, plus juste et plus sensée.

Au terme de cette année de parutions, riches de l'examen critique et prospectif que nous entendons mener avec vous, nous poursuivrons le travail entamé: faire vivre au cœur de *Culture & Démocratie* l'interpellation citoyenne des politiques publiques et le déploiement d'une réflexion et d'une action collectives et partagées.

Sabine de Ville Présidente de *Culture & Démocratie*



© Alain Bornain – Détail de tableau de la série *Images* – 2013

Le Manifeste de *Culture et Démocratie / Kunst en Democratie* (1993)

Ce manifeste est le texte fondateur de *Culture & Démocratie*. Il a été présenté à la presse en octobre 1993 et a rallié ensuite de nombreux signataires culturels et politiques.

Estimant:

- que les arts et la culture participent de manière essentielle à l'existence d'une société civilisée et contribuent à la sauvegarde de son identité;

- que dans une société trop exclusivement préoccupée sur l'aspect matériel de son bien-être, ils constituent un contrepoint qualitatif fondamental;

- que les énergies intellectuelles et sensibles qu'elles déploient alimentent en profondeur la vitalité d'une démocratie;

- que la résurgence du racisme et d'autres formes d'exclusion impose plus que jamais l'exercice de la tolérance qui est au cœur de tout acte artistique véritable;

- que les difficultés des finances publiques ne devraient plus affecter les aides à la culture, au risque d'hypothéquer le devenir de notre société.

1 Nous demandons que le volume global du financement public de la culture, État, Régions et Communautés confondues, atteignent au moins 1 % des budgets d'ici l'an 2000.

2 Les Villes et les Communes ont un rôle culturel essentiel, en particulier sur le plan de la décentralisation et de la démocratisation. Or, on constate que trop souvent les dépenses culturelles communales ont été considérablement réduites parce que considérées comme facultatives. C'est pourquoi nous demandons l'inscription d'un article culturel dans les dépenses obligatoires des communes.

3 Nous demandons que la sensibilisation aux différentes formes d'expression artistique soit partie intégrante des programmes de l'enseignement général, de la maternelle à l'enseignement supérieur.

4 Nous demandons que tout soit mis en œuvre pour que, dans le respect des identités culturelles de chaque communauté et des groupes qui les constituent, des formes de collaboration concrètes entre communautés puissent continuer à se développer au bénéfice de tous. Ceci implique de faire sauter les blocages politiques et institutionnels qui aujourd'hui s'y opposent.

5 Nous rappelons en outre qu'à l'heure où les sociétés occidentales connaissent une grave crise de l'emploi, les activités artistiques sont directement créatrices d'emplois et qu'elles contribuent à la qualité de l'environnement social et économique.

Nous sommes parfaitement conscients que notre société se trouve aujourd'hui confrontée à des problèmes sociaux et économique considérables; non seulement nous ne nions pas ces problèmes, mais nous sommes convaincus que les solutions passent notamment par un développement culturel démocratique. Il n'est pas contradictoire de lutter à la fois contre le processus de paupérisation et pour le renforcement d'une vie culturelle dynamique. On peut estimer que l'investissement culturel est une condition *sine qua non* du développement économique et social.

Une société vit de sa capacité à se remettre en cause, à se repenser en fonction des réalités qu'elle rencontre et des objectifs qu'elle se fixe. Dans ce permanent effort de renouvellement, les activités artistiques et particulièrement la dynamique de création qui est à leur principe, occupent une position vitale. C'est pourquoi nous attendons des hommes politiques, tous niveaux confondus qu'ils manifestent publiquement leur soutien aux propositions qui précèdent.

Septembre 1993

© Alain Bornain – Détail de tableau de la série *Images* – 2013



Les artistes face au réel

En commençant à écrire ces lignes, je suis encore sous le choc de l'annonce du décès de Patrice Chéreau, dont la mise en scène d'*Elektra* avait illuminé le dernier festival d'Aix-en-Provence. Chéreau était un artiste totalement engagé dans son œuvre comme dans sa vie: il fut expulsé de Tchécoslovaquie en 1980 pour avoir voulu assister au procès de Vaclav Havel. En 1994, il se rendait à Sarajevo en guerre pour assister à la projection d'un de ses films. En 2004, il s'est intensément engagé durant plusieurs semaines, lors de la campagne précédant le référendum en France sur la Constitution européenne. Européen convaincu, il allait d'une réunion de quartier à l'autre, il se dépensait sans compter, il pensait qu'il fallait non pas moins d'Europe, mais plus d'Europe, plus de concertation entre pays européens, plus de solidarité, plus de culture dans le projet politique commun.

Peter Sellars représente un autre type d'artiste engagé: toute son œuvre porte la trace d'un engagement intellectuel et artistique total. Au théâtre comme à l'opéra, ses mises en scène traquent les injustices, la persistance de l'esclavage, elles sondent la dimension politique, spirituelle ou sociale des grands textes, elles ne cessent d'interroger notre monde. En recherche permanente, Peter Sellars révèle aussi au grand public des artistes issus des minorités de toute la planète. Je me souviens de cette conférence donnée à *La Monnaie* vers 1997 où il avait dit avec une clarté sans pareille que la mission de l'artiste, c'est de «Donner une voix à ceux qui n'en ont pas». C'est ce discours-là qui donna l'idée aux responsables de la *Maison des Savoirs* à Molenbeek d'imaginer et de réaliser le projet théâtral *Les ambassadeurs de l'ombre* qui vit le jour en 2000.

Au 20e siècle, beaucoup d'artistes ont revendiqué l'étiquette "engagé". Trop souvent, cela allait de pair avec un engagement idéologique, avec tous les aveuglements que celui-ci comportait. Albert Camus ne cessa quant à lui d'opposer une attitude humaniste face aux totalitarismes et aux attitudes dogmatiques des uns et des autres. Cet apparent «désengagement» n'était-il pas aussi une forme d'engagement?

Lorsqu'en 1993, nous avons fondé *Culture & Démocratie*, le propos était moins l'engagement politique ou social au sens habituel que la nécessité impérieuse de trouver un lieu de rencontre et de discussion entre artistes, responsables culturels et associatifs. Les cloisonnements et les enfermements étaient tels que l'air devenait irrespirable dans ce pays. Chacun se retrouvait seul à défendre son pré carré, son institution, son outil de travail. On se trouvait trop souvent occupé à lutter pour ses subventions «contre» les autres. Nous avions besoin de nous rassembler et d'échanger par-delà la frontière linguistique (particulièrement infranchissable à l'époque), par-delà les disciplines artistiques et les positionnements culturels régionaux.

Le premier message de *Culture & Démocratie* consistait à rappeler que défendre la place de la culture, ce n'est pas défendre un intérêt corporatiste, c'est agir pour le bien commun. C'est un enjeu politique au sens noble du terme. La démocratie reste fondamentalement inaccomplie si elle n'intègre pas aussi les droits culturels.

Très naturellement, ceci a conduit les membres de *Culture & Démocratie* à s'engager progressivement sur de nouveaux terrains: l'art à l'école, l'art en prison, la dimension culturelle du travail social, l'art en milieu de soin, la nécessité d'un accord de coopération culturelle entre nos communautés linguistiques, et bien d'autres sujets qui sont encore aujourd'hui au cœur des activités de l'association.

Dans ma propre expérience artistique, culturelle et éducative, la question du partage et de la transmission a toujours été centrale, inséparable de la dimension créatrice. Dans ce sens, l'engagement me semble au cœur de l'acte artistique authentique, qu'il soit individuel ou collectif, intime ou public.

Bernard Foccroulle
Fondateur
de *Culture & Démocratie*

© Alain Bornain – Détail de tableau de la série *Images* – 2013



Comment le simple battement d'aile d'un papillon peut conduire à un ouragan

(…)
Bientôt le jour,
Encore un
Fais ce que tu peux.

Czeslaw Milosz
À propos d'anges

Introduction

En 1993, l'organisation bilingue *Kunst en Democratie / Culture et Démocratie* a été fondée à l'initiative de Bernard Foccroulle, alors directeur de *La Monnaie*. Ces deux éléments – une organisation bicommunautaire et un directeur d'opéra comme fondateur – montraient le caractère peu classique du mouvement. Il s'agissait d'un forum d'individus – plutôt qu'un forum d'organisations – qui lançaient un appel contre le cours des choses. Un «réveil» semblait urgent. Le politique, mais aussi l'art et la culture devaient susciter plus d'intérêt dans le grand public et affirmer activement les valeurs démocratiques.

Un «manifeste» est venu souligner la création de cette organisation en présentant un triple objectif: **le postulat de la défense de la culture et de l'art et de leur rôle dans la société, la création de ponts entre les communautés et l'approfondissement des principes de base qui lient la culture et la démocratie**. Avec l'introduction du *Participatiedecreet* (Décret de participation), *Kunst en Democratie* acquiert en 2008 une place dans le paysage décrétal flamand. *Kunst en Democratie* devient ensuite *Demos*, «Un centre de connaissances pour la participation des groupes moins favorisés à la culture, aux animations pour jeunes et au sport».

À propos de la commémoration

L'organisation *Culture & Démocratie* fête ses vingt ans d'existence. En tant qu'ancien directeur de l'organisation-sœur néerlandophone, c'est avec grand plaisir que je participe à cet hommage en écrivant ces mots. Et je le fais avec beaucoup de respect. Dans un contexte spécifiquement flamand, les commémorations s'accompagnent souvent de bonnes intentions. Mais généralement les résultats sont réducteurs: on neutralise le sujet et on enferme le véritable appel d'aujourd'hui dans la sphère rassurante du passé. Alors que «se remémorer» renvoie précisément à une manière de penser réactualisée qui appelle à une action adéquate. Il y a peut-être, du moins en Flandre, trop de commémorations et trop peu de réflexion. À l'instar du plus grand écrivain flamand Louis-Paul Boon, *Culture & Démocratie* peut à l'avenir agir comme «Un sismographe qui révèle la réalité». L'implication de l'organisation reste nécessaire, vu les objectifs du Manifeste cités plus tôt – la date de péremption en est illimitée.

À propos de la culture et de la démocratie: les déficits

Ces évolutions n'avancent pas dans la bonne direction. Ce n'est pas par hasard que deux des déficits de notre société touchent précisément la culture et la démocratie. Bernard Foccroulle, à la recherche d'une nouvelle réalité politique où la notion de «démocratie» cherche un sens nouveau, a attiré l'attention sur le fait que le déficit démocratique est dû à un excès de mécanismes d'exclusion. Le déficit culturel est une autre facette du même problème: l'accès à la connaissance, à l'art et à la culture reste un privilège et non un droit.

Eric Corijn analyse ce double déficit à un autre niveau. Une cause importante de ce problème de participation culturelle est le fait que la culture commence et finit dans la classe moyenne: la production culturelle se caractérise par l'identité culturelle de ceux qui la font. De larges couches de la population ne sont pas représentées dans l'offre culturelle, ne sont pas prises en compte. À cela s'ajoute le fait que, dans toute l'Europe, de la Hongrie à la Grande-Bretagne, le secteur de l'art et de la culture est confronté aux réductions budgétaires. Le débat sur l'art, la culture et la démocratie doit donc s'inscrire dans la continuité.

À propos de l'importance de l'art et de la culture: un plaidoyer

L'accent mis sur l'importance de la culture repose en première instance sur une définition cohérente de la culture. Il y a peu, la définition que l'*Unesco* donnait de la culture relevait de l'affirmation, à l'heure actuelle elle relève plutôt de l'hypothèse mais reste tout de même très pertinente: «La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. **La culture est le fondement sous-jacent à chaque développement** et, si la culture est le fondement du développement, les politiques de la culture et du développement sont indissociables».* La culture n'est pas ici le bien ou la réalisation d'un individu mais définit une forme de «vivre ensemble». La culture ne constitue pas seulement un moyen de développement mais est le but final de chaque développement.

Ensuite il y a l'art. L'art a une valeur intrinsèque, une signification essentielle et spirituelle, qui est déterminée au sein même et à partir de l'art. L'art met en question les choses familières et peut, de ce fait, remplir une fonction critique de la société. L'artiste ne décrit pas seulement ce qui nous rend beau, mais rend également compte des choses terribles dont nous sommes capables: «Both the marvellous and the terrible» dit John Berger. Et la force de l'art a tout à voir avec l'imagination. L'écrivain autrichien Robert Musil trouve que l'art est une manière sublime de donner forme au "possible". Le possible est ce que nous pouvons encore devenir, le monde que nous pouvons encore créer. Le possible est la force de l'imagination qui ne se résigne pas au monde tel qu'il est. L'imagination est une expérience permanente du possible.

Notre société actuelle est sous le charme du calculable et du prononçable. Au 21e siècle, tout ce qui n'a pas d'utilité directe ou qui n'est pas du divertissement est menacé. Ce plaidoyer veut faire passer le message que la culture et l'art sont d'une importance vitale. Dans la définition large et mobilisatrice de la culture citée ci-dessus, toutes les personnes – aussi les plus vulnérables – et tous les domaines de la vie y trouvent leur place. L'art agit ici comme un moteur critique. L'art ne donne aucune réponse, il pose des questions interpellantes. Il nous dit quelle place nous pourrions occuper dans le monde. Face à la série de crises que nous connaissons, le politique devrait créer

d'urgence un cadre novateur au sein duquel la culture et l'art occuperaient une place à part entière. **Car la culture et l'art permettent alors la recherche de la force intrinsèque des individus. Et cette recherche est identique à la recherche d'une nouvelle relation politique entre individus et communautés, la démocratie**.

À propos de la démocratie et du pouvoir

Il y a la réalité politique. En Flandre, nous vivons pour le moment la montée de la *N-VA*. Il ne s'agit pas vraiment d'un parti communautariste, mais bien d'un parti conservateur de droite qui se base sur un nationalisme prononcé. L'ancien électorat du *Vlaams Belang* a été en grande partie récupéré par la *N-VA*. Et un courant nationaliste est encore plus difficile à contrer que l'extrême droite. Une autre donnée objective est la réalité de l'inégalité sociale. Comment peut-on, dans de tels contextes, favoriser la participation à la culture et comment favoriser la démocratie tout court?

Plusieurs indicateurs interviennent ici, tels que le droit d'accès à la culture et la liberté d'expression via le débat public. Mais notre culture du débat ouvert, dit Wouters Hillaert, est fondamentalement incompatible avec la critique. On y trouve bien plusieurs avis, qui sont reformulés de manière courte et rapide dans les journaux, à la radio et à la télévision. Il s'agit plutôt ici d'une "réaction". Mais il n'y a plus de débat de fond. Alors que le besoin d'une critique réelle qui interroge les évidences se fait sentir. La vraie critique étudie le système derrière les faits apparents, elle réfléchit sur ce qui reste dans l'ombre.

La vraie critique cherche les liens et clarifie les contradictions internes. Elle pense de manière constructive plutôt que de manière destructive. La vraie critique est une forme d'émancipation.

La liberté d'expression via le débat public favorise la démocratie. La capacité de jugement du citoyen se forme dans une large mesure au contact du jugement de la société. Et c'est ce qui légitime l'importance que *Culture & Démocratie* accorde à l'art et à la culture: leur importance se justifie sur base de l'hypothèse que l'art et la culture renforcent notre capacité de jugement et nourrissent le débat public.

La sphère publique possède une fonction émancipatrice parce qu'elle remet en question les formes de soumission et de domination. Les gens qui prennent part à ce forum le font de leur propre initiative. Nous sommes ici face à une structure paradoxale: personne ne peut prétendre détenir la vérité mais, en même temps, tout le monde doit vouloir la conquérir car c'est précisément la diversité des représentations de la vérité qui constitue l'essence même de notre démocratie. Cette structure paradoxale illustre le lien complexe entre la culture (et la participation à celle-ci) et la société démocratique. Il s'agit d'un processus continu de jugement, de la recherche d'arguments de qualité car, dans une démocratie, tout tourne autour du principe de la «Veranrwortung» (responsabilité). Le caractère public constitue pour le secteur culturel une base qui lui permet de donner forme à l'essence de l'art et de la culture. Et cette essence même est une recherche de sens, une façon de donner sens à notre nature, à nos conditions de vie et à nos mondes. Cette "quête de sens" est aussi fondamentalement politique car elle pose sans cesse la question de savoir: quel monde trouvons-nous souhaitable?

Coda

Le titre de cet article *Comment le simple battement d'aile d'un papillon peut conduire à un ouragan* renvoie à la théorie du chaos. Le chaos déterministe signifie que le désordre apparent est programmé avec exactitude et se réalise de façon ordonnée. Le capitalisme, et son inégalité dans les revenus, sont pour moi des illustrations de ce phénomène. A contrario, l'intérêt pour l'art et la culture et le rôle de ceux-ci sont à considérer comme une façon «d'être dans le monde» selon Hannah Arendt.

Le défi consiste en la recherche de nouvelles interactions et de nouvelles stratégies d'avenir prenant la qualité comme critère de départ. L'art et la culture sont en mesure d'appréhender la complexité réelle et n'ont pas besoin qu'on la simplifie.

Pour illustrer ce parcours de recherche créative, je vous propose une notion pleine d'espoir de Sloterdijk. Dans son livre *Tu dois changer ta vie!*, il donne une définition surprenante de l'être humain: l'être humain est une créature entraînée. C'est par l'entraînement et la discipline que l'être humain se donne une forme renouvelée en permanence, s'améliore et se surpasse.

«Qui cherche des hommes trouve des acrobates». C'est ainsi que Sloterdijk résume sa pensée de manière un tantinet provocatrice.

Ivo Janssens
Ancien directeur
de *Kunst en Democratie / Demos*

Traduction française:
Chantal Van Elst et *Eva Ruwet*

* Cité lors de la *Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles* lors de la *Conférence mondiale sur les politiques culturelles*, Mexico City, 26 juillet - 6 août 1982.

Bibliographie

• Arendt Hannah, *Over geweld*, Atlas, Amsterdam / Antwerpen, 2004.
• Bauman Zygmunt, *Community. Seeking safety in an insecure world*, Polity Press, Cambridge, 2001.
• Blommaert Jan, Corijn Eric, Holthof Marc, Lesage Dieter, *Populisme*, Kunst en Democratie, Epo, Berchem, 2004.
• Caron Bart, *Niet de kers op de taart. Waarom kunst- en cultuurbeleid geen luxe is*, Uitgeverij Pelckmans, Kalmthout, 2012.
• Clemens Eric, Jans Erwin, *De democratie ondervragen*, De Club van Brussel, Uitgeverij Vrijdag / Passa Porta, Antwerpen / Brussel, 2010.
• Corijn Eric, *Alledaags is niet gewoon. Reflecties over volkscultuur en samenleven*, Koning Boudewijnstichting, Brussel, 2002.
• Foccroulle Bernard, *Entre passion et résistance*, Éditions Labor, Bruxelles, 2004.
• Carpentier Nico, Corijn Eric, Jans Erwin, Janssens Ivo, *Kunst in deze wereld*, Demos, Berchem, 2010.
• Mouffe Chantal, *Over het politieke*, Klement / Pelckmans, Kampen, 2008.
• Sellars Peter, «Het vinden van een stem», in Opsomer Geert, *City of cultures*, Vlaams Theater Instituut, Brussel, 1995.
• Unesco, *Our creative diversity*, Oxford and Ibh Publishing Co / Unesco publishing, 1995.
• Van Molkot Rik, Michiels Mark, Janssens Ivo, *Boon uitgesproken*, Subsidiedossier Vgc, maart/juni 2012.
• Non publié:
Corijn Eric, Jans Erwin, Santens Marc.

Une indispensable hérésie

Pendant plusieurs décennies, le mot «engagement» a été quelque peu mis en veilleuse et rangé parmi d'autres concepts, comme le féminisme ou l'éducation permanente, qui semblaient tout à coup diablement surannés, voire même périmés. Et aujourd'hui, voilà qu'il relève la tête et sort du placard dans lequel on semblait l'avoir colloqué. Est-ce sous l'influence du mouvement des indignés? Toujours est-il qu'on reparle – beaucoup – aujourd'hui de l'engagement. Et le plus souvent de manière positive, comme si cette posture était, par essence, vertueuse. Après avoir vécu en quarantaine, sans doute discrédité par le soutien aveugle de nombreux écrivains au stalinisme, voilà ce mot aujourd'hui paré de toutes les vertus.

Pourtant, il y a engagement et engagement. Au nom de l'humanisme, on peut s'engager pour un monde plus juste, solidaire et libre, où les droits humains et la dignité de chacun seraient enfin respectés. Mais on peut aussi se fourvoyer aux côtés du *Fn* de Marine Le Pen ou du *Vlaams Belang*, d'*Al Quaïda* ou des rebelles du *M23*, au Kivu. Quand on parle d'engagement, il est dès lors indispensable d'en définir les contours et de préciser ce qu'on entend gratifier de ce label.

Pour son vingtième anniversaire, l'association *Culture & Démocratie* a été claire et a enfourché «le droit à la culture pour tous» comme cheval de bataille. Un combat phare et enthousiasmant, pour autant qu'on évite toute naïveté: l'art reste élitiste, malgré les expériences nombreuses et intéressantes menées partout dans le monde pour faire participer les plus démunis, les sans papiers ou les détenus, que ce soit en tant qu'acteurs d'un spectacle ou en tant que simples spectateurs. «Mnouchkine a travaillé au début de sa carrière dans le voisinage des usines. C'était l'époque des collectifs de toutes sortes, de l'art politique, des *happenings*. Mais combien d'ouvriers sont venus voir son Théâtre du Soleil?», s'interroge le metteur en scène Kris Kaerts, dans *Qu'ils crèvent, les artistes!*,[1] un article au titre et au ton provocateurs.

«Si vous éliminez l'art par décret, poursuit-il dans la même veine, je mets ma tête à couper que la grande masse ne viendra pas réclamer dans la rue: rendez-nous nos artistes!»

Faire percoler l'art dans le tissu social, introduire la culture dans les hôpitaux, les écoles et les prisons: tels sont quelques-uns des défis permanents auxquels les militants de *Culture & Démocratie* s'attellent, avec de nombreux succès, depuis vingt ans.

«Il faut prendre position»

Si, de la part d'une association comme *Culture & Démocratie*, on attend un engagement politique et sociétal fort, faut-il par contre que les artistes, les journalistes et les intellectuels s'engagent? Une question sujette à controverses, à laquelle je répondrais toutefois, sans la moindre hésitation, «oui». À l'instar de Klaus Mann qui, en 1934, dans *Contre la Barbarie*, intitulait sans ambiguïté un de ses articles «Il faut prendre position!». «Quelle crédibilité aurions-nous face aux générations futures (…) si aujourd'hui nous n'osions prendre la parole contre ceux qui bafouent la dignité humaine d'une façon particulièrement éhontée? Certes, notre plume est une arme bien faible – et on ne manque pas de nous le faire cruellement sentir. Mais il est de notre devoir d'en faire usage»,[2] déclarait cet écrivain qui avait fui l'Allemagne en 1933, en raison de la montée du nazisme.

À l'époque, les combats étaient clairs. Mais aujourd'hui, «L'offre idéologique par rapport à la crise que nous vivons est à peu près nulle, explique Marcel Gauchet, philosophe et écrivain français. En fait, elle se résume à des succédanés d'idéologies du passé dont les adeptes eux-mêmes mesurent bien le caractère peu adéquat à la situation».[3]

Alors que faire? Une fois dénoncées les injustices et corruptions diverses, quelle stratégie de lutte mettre en place, face à ces indignations accumulées? C'est là que le sentiment d'impuissance assaille et déprime le citoyen. Car sous nos latitudes, les syndicats ne sont plus perçus comme des instances de contestation du système; les économistes et autres "experts" qui n'ont pas vu venir la crise et qui prônent aujourd'hui l'austérité avec un incroyable aplomb n'inspirent plus confiance; les partis politiques ont, eux aussi, perdu une grande partie de leur crédit, émasculés par la globalisation; et la démocratie elle-même semble bien terne et en berne. En tout cas, peu de citoyens croient encore à la possibilité de changer le monde par les urnes!

Bousculer les conformismes et les paradigmes

Il y a dès lors urgence à repenser le monde. «Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise»,[4] disait Jean Monnet, un des pères fondateurs de l'Europe. Faut-il y voir un espoir? Le moment serait donc particulièrement bien choisi pour penser un grand tournant.

Comme le souligne le sociologue Edgar Morin, «Les sociétés en leur état normal ont des rigidités, des contraintes, voire des scléroses qui étouffent les possibilités créatrices des individus. Ce sont les artistes, musiciens, poètes, écrivains, philosophes ou scientifiques novateurs [qui aideront nos sociétés à se régénérer, eux] qui témoignent de dons effectivement exceptionnels en ce sens que leur esprit n'a pu être domestiqué».[5]

Iconoclastes, hérétiques ou dissidents, les artistes, journalistes et intellectuels doivent donc être des empêcheurs de penser en rond. Leur mission est de bousculer les conformismes commodes, changer les paradigmes de nos imaginaires et contribuer à inventer des voies nouvelles.

Les civilisations ne sont pas immortelles, pas plus que les systèmes politiques

et économiques qui les régissent. Ce que l'homme a conçu et mis en place hier, il peut le changer aujourd'hui ou demain. Il n'y a pas de fatalité. Nous ne sommes pas condamnés à subir l'ultralibéralisme qui n'en finit pas de mourir, ni le fascisme qui menace.

Il faut dès lors réfléchir avec audace, en dehors des ornières de la pensée officielle. Et à contre-courant des idées dominantes.

Tous conviés à la transformation du monde

«J'annonce une «nouvelle espérance», ose Edgar Morin. Je dis aux jeunes générations (…) que se présente à eux, maintenant, la plus grande cause jamais connue dans l'histoire: celle de la métamorphose de l'humanité».[6]

Comme le précise l'éminent sociologue, nul besoin d'attendre le Grand Soir ou l'avènement d'une nouvelle idéologie pour s'engager. La métamorphose sociétale qu'il appelle de ses vœux peut s'esquisser dès à présent. Elle ne doit pas non plus être l'apanage des seuls artistes et intellectuels: chacun est convié à participer à la transformation du monde.

Qu'elles émanent directement des citoyens ou qu'elles soient impulsées par des Asbl et Ong, il existe aujourd'hui des milliers de pratiques alternatives intéressantes et concrètes qui permettent de changer réellement la vie, dans la sphère de la proximité ou des projets sectoriels. Parmi eux, les groupes de partage de savoirs et de services; les projets d'entraide intergénérationnels et d'habitat groupé; les *Community Land Trusts* et autres expériences destinées à faciliter l'accès au logement pour les moins nantis; les groupes d'accueil de réfugiés et de lutte contre les discriminations; les collectifs de soutien aux Sdf et aux personnes fragilisées par le système; les espaces Internet d'intelligence collective; les circuits courts, qui mettent directement en contact producteurs et consommateurs; les «ressourceries» et magasins de seconde main, pour recycler un maximum de biens et les proposer à un prix accessible au plus grand nombre; les projets de commerce équitables et divers partenariats à taille humaine entre pays du Sud et du Nord; les potagers et vergers collectifs; les comités de quartier, destinés à aménager l'espace commun et à organiser des fêtes; les projets locaux de re-tricotage du lien social; etc., etc.

Se mettre en mouvement

On le voit, des initiatives locales en tous genres fourmillent qui proposent un rapport différent aux autres, au temps, à l'économie et à l'environnement. Si leur expérimentation permet de démontrer leur pertinence, leur faiblesse réside, toutefois, dans leur émiettement et leur juxtaposition. Pour que ces initiatives morcelées fassent pleinement sens, il faudrait un nouveau projet politique cohérent, une pensée alternative capable de les articuler avec celles qui se développent partout dans le monde. En attendant, il faut s'employer à mettre en réseau ces différents acteurs et à créer interactions et rapprochements entre eux.

Ces combats multiples, généreux, toujours recommencés, que chacun mène à la carte, suivant ses valeurs et ses affinités, ces petits pas, nous les aurons accomplis. Métamorphosée, ensoleillée, humanisée par ce parcours tissé d'engagements variés, notre vie en aura acquis sens et conscience. Et aura gagné en intensité. «Voyageur, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant»,[7] disait le grand poète Machado. Pour changer le monde, l'important, c'est de se mettre en mouvement!

Anne-Marie Impe
Professeure de «journalisme d'éducation permanente» à l'*Ihecs*
Ex-rédactrice en chef de la revue *Enjeux internationaux*
Membre de *Culture & Démocratie*

1 Kaerts Kris, «Qu'ils crèvent les artistes!» in *Les ressorts de l'engagement*, Bruxelles laïque Échos, nº 82, 3e trimestre 2013, pages 50 et 51.
2 Mann Klaus, *Contre la barbarie*, Phébus, Paris, 2009, page 129.
3 Gauchet Marcel, *Les effets paradoxaux de la crise*, blog du 1er octobre 2009, vu sur www.gauchet.blogspot.com
4 Monnet Jean, *Mémoires*, Fayard, Paris, 1976.
5 Morin Edgar, Entretiens avec Tager Kareh Djénane, *Mon chemin*, Fayard, Paris, 2008, page 257.
6 Morin Edgar, *idem*, page 267.
7 Machado Antonio, «Chant xxix» in *Champs de Castille*, Gallimard, Paris, 1981.

Engagez-vous, rengagez-vous

Ainsi, à un moment donné, probablement de la même manière que dans le cœur des réacteurs nucléaires débute une réaction en chaîne, le processus de l'hominisation s'est déclenché. L'ancêtre de l'homme moderne a eu la capacité de créer de la culture, donc de modifier son environnement, et s'est trouvé lui-même extrêmement sensible à cette modification. Le cerveau malléable, éducable de l'homme a commencé à être éduqué, impressionné par la culture créée: à partir de là, augmentant ses capacités d'enrichir son univers culturel, ce dernier interagissant positivement avec ses capacités mentales, la réaction en chaîne avait débuté.

Axel Kahn
De l'hominisation à l'humanisation[1]

Quelques secondes. Entre la pression de votre index qui déclenchera l'envoi du message et l'alerte qui signalera son arrivée dans la boîte de votre correspondant américain, chinois ou chilien, il ne s'écoulera que quelques secondes. Il y a vingt ans, quand le courrier ne voyageait quasiment que sur papier, combien de temps aurait-il fallu? Plusieurs jours? Plusieurs semaines?

Quelques secondes, quelques minutes tout au plus pour faire ses courses dans des rayons virtuels, pour réserver un vol, pour retrouver la référence d'un livre dont on ne se souvient que de quelques mots du titre, pour voir et partager avec ses amis la photo que l'on vient de prendre… Aujourd'hui, tout va vite, on veut tout et tout de suite. *Time is money*. Qui aurait pu dire que la formule de Benjamin Franklin serait toujours d'actualité plus de deux siècles et demi après avoir été écrite? Et pourtant, dans ce monde en perpétuelle accélération, certains prennent le temps. Du temps pour les autres, du temps pour une cause. Du temps qu'ils dégagent parfois en jonglant avec leurs obligations professionnelles et les impératifs de leur organisation familiale.

En 1993, quelques personnes s'unissaient en collectif pour défendre un concept aussi abstrait que difficile à définir: la culture. Un combat futile? Une cause perdue? Une utopie? Vingt ans après, que sont leurs rêves devenus?

Futilité

Il y a des luttes sur lesquelles tout le monde est d'accord, des batailles auxquelles on ne peut que souscrire. Mais la culture? À côté de scientifiques à la recherche d'un traitement pour une maladie incurable ou de solutions pour contrer l'effet de serre, à côté d'un médecin ou d'une infirmière tentant de soulager la douleur dans un camp de réfugiés, s'engager pour défendre un musée menacé de disparition ou pour l'accès de toutes les couches sociales aux théâtres, ça peut sembler un peu léger. Ce qui est à la fois beau et tragique dans et pour la culture, c'est qu'elle ne sert à rien.

D'ailleurs il n'y a qu'à voir où l'on va tailler en premier quand il s'agit de resserrer le budget d'un gouvernement. Faut-il rappeler ici les coupes sombres effectuées récemment aux Pays-Bas, en Espagne, en Italie, au Portugal…

Elle ne sert tellement à rien que même ses défenseurs les plus fervents doivent parfois recourir à des arguments externes à la culture elle-même pour la défendre. La culture comme moyen et non comme une fin en soi. Par exemple «la culture comme génératrice d'emploi, voire carrément comme levier de redressement socio-économique» (voir le point 5 du Manifeste fondateur de *Culture & Démocratie*). Et là, les opérateurs culturels – particulièrement ceux qui œuvrent dans des territoires au passé industriel en mal de reconversion – de citer l'exemple qui fait mouche à tous les coups: Bilbao ou comment un musée a «sauvé» toute une région. Autre argument, qu'a très bien compris la Flandre contrairement, semble-t-il, à la *Fédération Wallonie-Bruxelles*: la culture comme carte de visite prestigieuse et outil de rayonnement international.

Mais si elle ne sert à rien en soi, bon sang, pourquoi est-elle encore là?

Pourquoi donc, pour paraphraser Albert Jacquard, l'homme devenu homme a-t-il perdu son temps à dessiner des aurochs sur les parois des cavernes «Alors qu'il fallait plutôt aller le chasser pour le manger»?[2] Parce que l'être humain est capable d'aller au-delà de ce qui est utile à sa survie et à sa reproduction. Parce que l'être humain se souvient et est conscient de sa finitude et de ce qui le transcende. Parce que l'art lui permet d'exprimer, de partager, de transmettre et de réfléchir sur cette mémoire et cette conscience.
Ce n'est peut-être pas utile, mais c'est essentiel. Et cela vaut donc la peine, même dans une société obnubilée par le gain et l'efficacité, qu'on le défende.

Vingt ans après

Pour s'engager, il faut d'abord croire en sa cause, mais il faut aussi croire que les choses sont susceptibles de changer. Ou plus exactement: il faut croire que notre action sera capable de changer les choses, même de manière minime.

Ainsi, quand le collectif *Culture et Démocratie / Kunst en Democratie* adressa en octobre 1993 son Manifeste à la presse, il espérait pouvoir influer – même de manière minime – sur les pouvoirs publics compétents en matière de culture. «C'est pourquoi nous attendons des hommes politiques, tous niveaux confondus qu'ils mani-

festent publiquement leur soutien aux propositions qui précèdent», concluait le texte. Ce noyau de fondateurs péchait-il par naïveté? En lisant ce Manifeste vingt ans plus tard, alors qu'on ne peut que constater à quel point les politiciens, pris au piège dans un système mondialisé, se révèlent impuissants, même quand il s'agit d'éviter des bains de sang sociaux, on se dit que c'est une belle utopie – aujourd'hui encore plus qu'hier – que de demander aux politiciens de délier les cordons de la bourse pour la culture.

Car c'est bien, en premier lieu, d'argent qu'il s'agit. D'argent et de chiffres. Quel a en effet été le germe de cette première initiative culturelle commune en Belgique fédérale qui lança ce Manifeste? Pour la première fois, le financement des pouvoirs publics en matière culturelle (État, Communautés, Régions) était clairement chiffré. Et ce chiffre – 0,4 % du budget attribué aux arts, 0,8 % si on inclut la lecture publique et l'éducation permanente – semblait intolérable. Inutile de se voiler la face: ce sont l'argent et les chiffres qui régissent notre société aujourd'hui comme en 1993 et les fondateurs du collectif ne pouvaient se saisir d'une meilleure arme pour lancer leurs revendications, avec en numéro un au moins 1 % des budgets d'ici l'an 2000 pour le financement public de la culture (voir point 1 du Manifeste de *Culture & Démocratie*).

Vingt ans plus tard, dans le *Focus Culture* 2012 (rapport d'activités de l'Administration générale de la Culture),[3] on peut lire que 6 % du budget général des dépenses ajusté du Ministère de la *Fédération Wallonie-Bruxelles* ont été attribués en 2012 à la culture au sens large (3,1 % soit 291 millions si on ne compte pas le service de l'audiovisuel et des multimédias). C'est mieux, beaucoup mieux même que le 1 % demandé pour l'an 2000. L'apparente naïveté a donc payé! Oui, il est possible de faire (ré) fléchir les politiques. Mais le combat n'est pas gagné une fois pour toute. Pas question de relâcher la pression. Petit rappel pour les distraits: en novembre dernier, un article de Guy Duplat [4] détaillait les économies dans le budget culture 2013, dont – entre autres coups de taille-haie – le passage du budget alloué aux projets théâtraux de 1,26 à 0,7 million d'euros (soit – 45 %). Tollé, suivi de pétitions et de manifestations diverses qui finirent quand même par faire changer la ministre d'avis. Non, l'enveloppe ne s'est pas élargie par magie mais on a essayé de voir comment répartir l'argent de manière à moins pénaliser la création.

Et demain?

L'argent. Combien il est peinant de voir "les cultureux" contraints d'adopter continuellement la position du mendiant face à ceux qui gèrent la providentielle manne. Car non contente d'être inutile, la culture ne semble pas capable de subsister par elle-même et doit être subsidiée. Et trouvez donc un seul opérateur culturel qui soit satisfait de ses subsides. Jamais contents, ils en veulent toujours plus.

Et si finalement, la vraie utopie n'était pas d'avoir plus d'argent pour la culture, mais que l'on envisage la culture autrement? Faudrait-il vraiment plus d'argent pour que «La sensibilisation aux différentes formes d'expression artistique soit partie intégrante des programmes de l'enseignement général» (point 3 du Manifeste)? Je ne crois pas. Mais il faudrait sortir d'un système qui vise la performance plutôt que l'épanouissement. Système qui en a déjà envoyé plus d'un dans le mur.

Hélas, le bien-être n'est pas chiffrable.
Que le combat continue!

Estelle Spoto
Journaliste et traductrice
Coordinatrice rédactionnelle
pour *Agenda / Brussel Deze Week*
Membre de *Culture & Démocratie*

1 Kahn Axel, «De l'hominisation à l'humanisation», in *L'humanité de l'Homme*, sous la direction de Jacques Sojcher, Éditions cercle d'art, Paris, 2001, page 76.
2 Jacquard Albert, «J'ai inventé que demain existera…» in *L'humanité de l'Homme*, sous la direction de Jacques Sojcher, Éditions cercle d'art, Paris, 2001, page 88.
3 Vu sur http://www.culture.be/fileadmin/sites/culture/upload/culture_super_editor/culture_editor/documents/Focus_2012/Focus-culture_2012-web_reduit.pdf
4 Duplat Guy, «Les économies dans la culture» in *La Libre Belgique*, 12 novembre 2012, page 9.

S'engager!

L'engagement est un terme subjectif, difficile à cerner tant il évoque de réalités et de points de vues divers, voire contradictoires. L'exercice qui m'est demandé en tant que personne «engagée», membre de longue date de *Culture & Démocratie*, est délicat. Il n'est pas facile d'évoquer son propre engagement…

Qu'est-ce que "s'engager", et à partir de quel niveau l'engagement est-il vrai, cohérent? Est-ce le geste ordinaire, impulsif, ou réfléchi? Le don de soi, l'implication totale? Peut-on se comparer à Galilée, convaincu de son bon droit, et doit-on, comme Vincent Van Gogh, s'imprégner de son art jusqu'à frôler la folie…? Et comment, aussi, sur un tel sujet, ne pas évoquer Spartacus qui ébranla la Rome esclavagiste, Toussaint Louverture, anticolonialiste et abolitionniste à Haïti, le Mahatma Gandhi, apôtre de la non-violence, Patrice Lumumba et Thomas Sankara en lutte pour la dignité de l'Afrique?

Et tous ceux qui, à travers la gravure, la peinture, le théâtre ou l'écrit, se sont engagés contre les guerres et en ont été l'amère mémoire, tels Francisco de Goya, Pablo Picasso, Bertolt Brecht, Jorge Semprun…

Des gens meurent, aujourd'hui encore, dans des combats sans fin contre l'obscurantisme des religions, les politiques d'oppression, les guerres. Jour après jour, des journalistes, des cinéastes, des photographes – cibles rêvées sur le terrain – persistent à témoigner de la souffrance du monde. Ils sont nombreux à n'être jamais revenus: Robert Capa meurt en Indochine en 1954, Gilles Caron disparaît au Cambodge en 1970. Tim Hetherington en Libye, Mick Deane, Habiba Ahmed Abd Al-Aziz en Egypte, Remi Ochlik, Gilles Jacquier, Marie Colvin, Olivier Voisin en Syrie sont morts pour nous informer. En septembre 2013, les vingt-cinquième *Rencontres de photojournalisme* de Perpignan leur rendaient hommage cependant que quelques "monuments" du photojournalisme, bien vivants, étaient présents: David Douglas Duncan (guerres de Corée, du Vietnam), Don McCullin (Vietnam, Irlande du Nord, Biafra), Yuri Kozyrev (Afghanistan, Irak, Tchétchénie,) ou Patrick Chauvel (Liban, Tchétchénie, Irak). «À travers nos images de guerre, nous parlons de l'humanité».[1] À leurs côtés, de jeunes photographes, certains déjà reconnus. Le non-engagement d'une partie de la presse, de décideurs politiques bien indécis et d'une "majorité silencieuse", très silencieuse, rend pourtant leur mission aléatoire…

Moins visibles et cependant fondamentaux – l'environnement, l'humanitaire… – de grands défis sont lancés de manière résolue par des associations – *La Ligue des droits de l'Homme, GreenPeace, Amnesty international, Human Rights Watch, la Crer, Avocats sans frontières, Médecins sans frontières, Vétérinaires sans frontières, Médecins du Monde, Handicap International, la Croix-Rouge* –, mais aussi, et depuis toujours, par des individus déterminés, magnifiques, tels Rosa Parks s'asseyant à une place réservée aux "blancs" dans un bus de Montgomery, Alabama, le 1er décembre 1955, Martin Luther King martelant le 23 août 1963 – il y a 50 ans –, *I have a dream* dans le discours le plus important du siècle – il le payera de sa vie –, Nelson Mandela menant le combat contre l'apartheid depuis sa prison Sud-Africaine, Salvador Allende au Chili refusant de céder aux militaires putschistes, Nawal el Saadawi, médecin, féministe, écrivaine, défendant le droit à la liberté et la dignité des femmes en Egypte, Denis Mukwege, médecin, au service des femmes violées, maltraitées en Afrique, Malala, cette jeune pakistanaise en lutte pour le droit à l'éducation. Et Stéphane Hessel qui, à près de cent ans, lançait avec force son appel à s'indigner, à résister… S'engager c'est cela. Entre autres.

Car il y a aussi les arts et la culture, et des exemples tels que – dans le désordre – Myriam Makeba contre l'apartheid en Afrique du Sud, Mikis Theodorakis, compositeur, opposant à la dictature des colonels grecs, Boris Vian, écrivain, poète, parolier, trompettiste de jazz, chanteur – *Le déserteur* est resté dans toutes les mémoires –, des hommes politiques poètes et écrivains comme Aimé Césaire – le concept de négritude – et Léopold Sedar Senghor, Victor Jara, auteur-compositeur chilien, assassiné par la Junte militaire en 1973, et tant et tant de musiciens, gens de théâtre, cinéastes contemporains tels Mahmud Darwich – *nous souffrons d'un mal incurable qui s'appelle l'espoir* [2] – Daniel Barenboim, Agnès Varda, Ken Loach, Paul Meyer, Thierry Michel, les frères Dardenne…

S'engager pour la culture. Elle peut changer la vie. C'est l'idée qui prévalait à la création de *Culture & Démocratie*. S'unir pour défendre la culture, l'éducation et la

démocratie (c'est lié), pour les droits de l'homme, la dignité du citoyen, l'environnement, pour redynamiser la vie en société, chercher des alternatives à la morosité. En ce temps de déconfiture économique, de chômage massif, de délabrement des services et de reculs sournois des libertés, il faut, plus que jamais, revendiquer une place centrale pour l'art et la culture dans la société. Essentiels au développement de la personne, c'est à tous les niveaux que les valeurs qu'ils véhiculent doivent imprégner le fonctionnement de l'État (de tout État se disant "civilisé"…).

Porté par un groupe d'artistes et de responsables d'institutions culturelles à travers tout le pays, le Manifeste de *Culture et Démocratie / Kunst en Democratie*, présenté à la presse en octobre 1993, acclamé par le monde culturel, a été aussitôt contresigné par de nombreuses personnalités civiles et politiques… Si certains nous ont quittés, d'autres, ministres ou parlementaires toujours en charge d'importantes responsabilités, semblent avoir «oublié» les engagements pris à cette époque. Il faudra les leur rappeler!

Car l'art et la culture, c'est ce qui nous construit. Certes pas le spectacle conformiste à gros budgets porté par des sponsors achetant les médias, ni la série ou le divertissement répétitif asséné par les chaînes Tv, entre les pubs. Ni le roman de gare coécrit par une armée d'assistants. Ni même le marché de l'art, gonflé comme une baudruche! Mais une culture vivante, partagée entre tous, avec tous et pour tous qui devrait nous accompagner dès l'école fondamentale, jusqu'à l'université et tout au long de la vie. Chacun pourrait alors contribuer à faire «avancer» la société. Avancer? Oui, car selon Picha et Bartier «notre société recule! Ou alors, si elle avance, c'est à la façon d'un fromage».[3] Elle coule…

Culture & Démocratie s'est donc, dès ses débuts, confrontée à un beau défi, celui de réinsuffler davantage de culture et d'humanité dans notre société dite démocratique. Il fallait convaincre le «grand public», les politiques, les administratifs, du bien fondé de nos propositions. Tout cela conjointement à notre «métier d'acteurs culturels». Une gageure. Elle me convenait. Car bien involontairement – c'est donc sans mérite –, je crois avoir toujours été "engagé"! Pour la liberté d'expression, ou simplement pour susciter l'amitié, la fraternité, la solidarité (l'égalité, on finit par ne plus y croire). Et plus tard, en tant qu'homme, contre l'arme nucléaire – manifestations contre la bombe A – et contre toutes les guerres, celles du Vietnam, de l'Irak, et celle menée depuis des décennies contre les Palestiniens! Enfin, en tant qu'homme refusant toute forme d'oppression, y compris celle des hommes vis-à-vis des femmes…

Les artistes, c'est bien connu, se mêlent de tout, que cela les regarde ou pas. Qu'ils rêvent de beauté ou qu'ils tendent à décoder ou déformer le réel, à atteindre l'inaccessible, ils savent qu'ils ont la liberté – ou le devoir – de questionner, de dévoiler, de dénoncer, de provoquer. Interpellants, parfois amusants, ils sont souvent dérangeants. Ils en ont le droit. Et ils le prennent.

Georges Vercheval
Vice-Président
de *Culture & Démocratie*
Directeur honoraire
du *Musée de la Photographie*
à Charleroi

n.b.:
il est bon de rappeler que nous ne sommes pas seuls à être engagés. Suivies d'une armée de lobbyistes et à la tête de grands moyens financiers, d'autres "associations" mènent des croisades tout aussi déterminées. Elles se réunissent à Davos, à Bruxelles, Dubaï, communiquent à mots couverts mais sont relayées par l'essentiel des médias. Souvent transnationales, elles portent des noms de code ésotériques – G8, G20, Fmi, Otan – ou très simples: Bourse, Banque mondiale, banque tout court (variantes multiples). Elles sont toutes puissantes. Si l'essentiel de leurs décisions relève du secret, leurs effets sont généralement dévastateurs.

1 Chauvel Patrick, *Intervention aux Rencontres Internationales de photojournalisme*, Perpignan, 5 septembre 2013.
2 Darwich Mahmoud, discours au *Parlement International des Écrivains*, Ramallah, Palestine, 25 mars 2003.
3 Bartier Pierre et Picha, *Démocratie belge*, Vokaer, Bruxelles, 1976.

Déplacement et pluralité, des engagements en archipels à l'ère 2.0

On se baigne et on ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve. Ainsi parlait le philosophe grec Héraclite, impliquant que des faits du passé ne peuvent pas être revécus. Cela signifie-t-il que le passé ne puisse être reconfiguré? Certainement pas! Il n'est pas subtil par exemple de se débarrasser d'une notion sous prétexte des services rendus dans le passé. Le philosophe Gilles Deleuze,[1] comme à d'autres égards Jacques Rancière,[2] nous a appris qu'il vaut mieux faire travailler une notion ancienne, face aux nouvelles configurations sociales et politiques, plutôt que de l'éradiquer.

Héritage sans testament

Telle est notre thèse sur la question de l'engagement et surtout face à cette notion. L'héritage pesant – un peu mystique – autour d'elle est fortement imprégné par l'Existentialisme de jadis (1950) ou par des formes d'adhésion à des partis, laquelle coïncidait surtout avec la disparition requise de l'attitude critique à leur égard. Cet ancien dispositif d'un engagement entier – assignation héroïque du corps et de l'âme –, réputé à l'époque progressiste, trouvant sa justification dans la conception d'une résistance indispensable au «conditionnement» des masses, dites «aveugles», ne peut plus ni faire l'objet d'une apologie naïve, ni être perpétré. Nous avons déjà travaillé sur les modes actuels de déprise de ce modèle identitaire hérité de la modernité reconstituée après la Seconde Guerre mondiale, justifiés par la critique nécessaire du rapport de domination qu'il implique entre le «militant», agissant au nom de tous, et le «peuple» vécu comme ensemble de naïfs.[3] Nous avons d'ailleurs accompli ce travail à l'encontre des tentatives entreprises de nos jours pour «sauver» l'engagement par la morale.[4]

Cependant, certains profitent aussi de cette «fin de l'idéologie de l'engagement» pour dénoncer mélancoliquement nos contemporains en les trouvant trop mièvres. Or, dénouer les anciennes pratiques de l'engagement ne saurait consister non plus à contribuer à affirmer que les citoyennes et les citoyens contemporains ne font rien, ne consentent qu'à consommer et à être connectés, ou qu'il faille laisser l'engagement devenir un filon de marketing idéologique.

La lutte par d'autres moyens

Il convient donc bien de reprendre le débat autour de cette notion. D'ailleurs, lorsque le sociologue Daniel Cefaï [5] dresse la carte et le territoire des pratiques actuelles de l'action collective (mouvements sociaux, humanitaires, revendications de droits), il montre qu'elles réinventent et multiplient l'engagement des femmes et des hommes, et lui donnent d'autres figures à partir d'autres revendications. Déplacement et pluralité en sont les traits. Pour autant, il ne convient pas de se satisfaire d'un tel répertoire, car on risque à nouveau de fétichiser l'engagement, en ne retenant de lui que la tonalité agonistique de ces pratiques et mouvances, la plus proche de l'ancien modèle.

Il est alors urgent de cesser de rester aveugle à la pulsion affirmative de nombreux mouvements actuels, pulsion que l'on peut encore appeler «engagement». Non seulement parce que nous pouvons redéfinir l'engagement autrement – d'autant que la notion existe depuis plus longtemps que l'Existentialisme n'en fait usage –, mais aussi parce que les conditions de l'action politique, ainsi que les géopolitiques des conflits sont autres et la culture citoyenne diffère puisqu'elle est traversée désormais du *Sang des promesses* (titre de la pièce de théâtre de Wajdi Mouawad, Avignon 2012). Il importe même de le redéfinir à partir de l'originalité de mouvements affirmant, dans notre époque, la possibilité d'engager de nouvelles formes de vie; posant un autre vouloir vivre, pleinement et de manière autonome; et conjuguant nouvellement émancipation individuelle et émancipation collective.

Entrer en résonance avec, sans militer

Quels sont les enjeux politiques, éthiques et culturels des nouvelles pratiques «engagées» (défense d'une cause, d'une lutte, d'une mobilisation), et qui nous paraissent centrales? Comme toutes actions civiques, elles commencent certes par des indignations, incontournables dans la naissance d'un sentiment de la cité. Mais la limite de l'indignation est connue.[6] Aussi le cri de l'indigné doit-il se muer en exercice, trajectoire et composition. Là reviennent les enjeux à discuter.

Ils sont d'abord négatifs: ils contribuent à la fois au refus du seul mécontentement diffus ne trouvant d'autre échappatoire que dans la violence, et au refus des associations qui ne doutent pas du bienfondé de leur position tendant à combattre le maintien de l'ordre à travers la forme parti, prétendant à elle seule faire le tour de toutes les questions, tout en pratiquant la divulgation banalisée des mensonges. Ils sont ensuite positifs: exercice de la critique de soi, élaboration de la parole et du dialogue, et possibilité d'exprimer une critique des effets délétères, pour l'intensité des existences et pour la cause de l'émancipation, de l'organisation de la visibilité sociale et des partages du sensible en cours.

Ces deux faces de l'«engagement» contemporain, le terme étant maintenu, définissent moins des adhésions à des organisations de masse que des affirmations à proférer publiquement, en dégageant pour chacune et chacun des ressources inédites orientées vers des collectifs à construire sans places assignées d'avance. Ces affirmations ont la propriété de porter chacun à s'exercer soi-même dans la cause entendue, à construire sa propre trajectoire au cœur des problèmes de la cité et à chercher à composer ou orchestrer avec les autres, en archipels, des séries d'actions.[7]

Le résultat? Ce peut être simplement de prendre le risque de tenter d'y voir clair alors qu'on nous abreuve de «nécessités» indiscutables, de ne pas relâcher la vigilance susceptible de rompre les effets de mode et de consensus, de considérer notre temps comme une période passionnante d'où émergent déjà les formes d'un lendemain qui ne sera peut-être pas condamné à la barbarie annoncée, de se tenir à l'écart des deux obstacles que sont: le «je ne peux rien faire là contre», et «il n'y a qu'une seule solution».

Des figures de non-héros

D'une certaine manière, l'adhésion – rencontre avec le monde, les autres et soi –, repose désormais sur la capacité du mouvement considéré et promu à donner à chacun la parole et la confiance dans ses capacités à agir et penser à l'égal de tous les autres. Ce type d'adhésion désacralise les dogmes de l'autorité et du savoir, sans pour autant tomber dans l'activisme. Il réfute les deux voies «politiques» que sont l'homogène (une seule pensée pour tous) et le relativisme (chacun sa vérité). Il s'attache à donner une autre vie à la sphère publique, déjà largement vouée à la consommation, à dénoncer l'incompétence installée à des postes stratégiques, à affronter toutes sortes d'inerties confortées aussi bien par le messianisme technophile que par la mélancolie technophobe, à élaborer des droits, …

En affirmant des positions et en faisant jouer des compositions, les associations actuelles donnent ainsi corps à des mouvements qui ont moins à résister qu'à proposer des actions sur les rapports de sexe, de genre, interculturels, vis-à-vis des SDF, des causes sociales, des droits et devoirs sur Internet, … en redonnant leur incandescence aux mots ordinaires. Tenant compte du fait qu'il n'y a plus un monde, mais des mondes, et en très grande quantité, qui n'ont parfois rien à voir les uns avec les autres, mais avec lesquels composer des archipels d'existence proliférants, des archipels de discussion et d'orientation commune (sans norme imposée d'avance), ces mouvements choisissent le plus souvent la dignité et le dialogue pour règles de déploiement, sans renier l'émancipation.

Il ne suffit donc plus de réfléchir en fonction d'un modèle d'engagement. Il ne suffit pas de se croire engagé parce qu'on a plus ou moins réussi à traîner dehors une soi-disant oisive jeunesse asservie à l'ambition de devenir star de télé. L'engagement s'est déplacé, il est devenu pluriel, il ne coïncide plus avec un sujet unique de l'histoire et son parti, seule puissance de résistance trop souvent modélisée sur les pratiques de l'État. Il assume ses écarts par rapport au consensus, en s'organisant en mouvements aux polarités multiples, en vertu desquelles il est possible de proposer plusieurs types de discontinuités, tout en assumant des issues éventuellement inconnues, des chemins vers quelque chose que nous ne maîtrisons pas encore.

Christian Ruby
Docteur en philosophie
et enseignant (Paris)
Derniers ouvrages parus:
L'archipel des spectateurs (2012)
La figure du spectateur (2012)

1 DELEUZE Gilles et GUATTARI Félix, *Qu'est-ce que la philosophie?*, Minuit, Paris, 1991, page 81.
2 RANCIERE Jacques, *Et tant pis pour les gens fatigués*, Éditions Amsterdam, Paris, 2009, page 501.
3 Sur cette idée, cf. Dominique BERTHET (dir.), Revue du CEREAP, nº 189, Janvier 2014.
4 REYNIE Dominique (dir.), *Valeurs partagées*, Puf, Paris, 2012, page 265 sq.
5 CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on? Théorie de l'action collective*, La découverte, Paris, 2007.
6 ROSEMBERG Julien (dir), «Résistances artistiques», in *Stradda*, Paris, nº 28, avril 2013.
7 BRUIT Guy, GOHAU Gabriel, RUBY Christian (dir), «Émancipations plurielles» in *Raison Présente*, Paris, nº 185, 1er trimestre 2013.

Christine Kulakowski,
la reconnaissance des cultures plurielles comme droit fondamental

Kulakowski. *Ce nom aux sonorités étrangères a influencé durant toute sa vie son parcours de femme engagée. Depuis toute petite, Christine Kulakowski (Directrice du* Centre Bruxellois d'Action Interculturelle *et administratrice chez* Culture & Démocratie*) porte ce nom avec fierté. L'immigration politique de ses parents après la deuxième guerre mondiale est ancrée en elle et elle se revendique enfant de la deuxième génération de l'immigration politique polonaise. Cette sorte de double nationalité, de dualité dans son identité l'a poussée dans ce combat pour la reconnaissance des cultures plurielles. «Être issue de parents réfugiés politiques polonais ne constituait pas un destin qui m'aurait fatalement poussée dans la direction de l'engagement, mais cela a tout de même joué un rôle déterminant dans mon orientation professionnelle».*

L'engagement: un combat pour l'interculturalité

Pour Christine Kulakowski, l'engagement peut prendre des sens relativement différents. Le premier est directement lié à l'immigration et à l'interculturalité et s'inspire de l'écrivain suisse Max Frisch: «On a fait venir des bras, mais ce sont des hommes qui sont venus».[1] Au-delà du sens premier de cette citation, elle inspire à Christine Kulakowski la multi dimensionnalité de l'être humain, l'importance de la prise en compte de toutes les facettes de l'individu. Elle nous explique: «L'enjeu à l'heure actuelle c'est de comprendre qu'on peut être à la fois musulmane et travailleuse sociale, que notre identité ne se cantonne pas à un seul de ces aspects». Avec la mondialisation, le monde dans lequel nous nous trouvons est de plus en plus multiculturel. Dans ce contexte, l'engagement se traduit par la nécessité de contrer les exclusions, les ségrégations, les fermetures, les radicalismes. C'est reconnaître la multiculturalité, les identités et les cultures plurielles ainsi que la multidimensionnalité de l'homme, des hommes, autant au sein d'une ville ou d'un pays qu'au sein d'un même individu. C'est là son combat quotidien en tant que directrice du *Centre Bruxellois d'Action Interculturelle*, dont le pari est de «Faire *avec* l'altérité plutôt que *contre* elle.»[2]

L'engagement: plus d'importance à la culture

Mais l'engagement, au-delà de la reconnaissance de la culture d'un individu, c'est aussi la reconnaissance de la culture en tant que telle, dans un monde dominé par la logique marchande. Et c'est là que son combat au *Cbai* rencontre le mieux celui de *Culture & Démocratie*. La culture est solidaire, elle relie, elle est universelle, elle va au-delà des particularismes. L'accès à la culture et aux productions culturelles est un droit fondamental. Pour illustrer cette vision personnelle de l'engagement, Christine Kulakowski sort un petit bout de papier jauni par le temps, sur lequel est écrit un texte en polonais. Elle le traduit:

Quand ils sont venus chercher les communistes,
Je n'ai rien dit,
Je n'étais pas communiste.
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes,
Je n'ai rien dit,
Je n'étais pas syndicaliste.
Quand ils sont venus chercher les juifs,
Je n'ai pas protesté,
Je n'étais pas juif.
Quand ils sont venus chercher les catholiques,
Je n'ai pas protesté,
Je n'étais pas catholique.
Puis ils sont venus me chercher,
Et il ne restait personne pour protester.

Martin Niemöller

«Pour moi c'est ça aussi l'engagement; se sentir concerné au-delà de sa propre personne».

Culture & Démocratie

Le *Centre Bruxellois d'Action Interculturelle* est engagé au sein de *Culture & Démocratie* depuis les débuts de celle-ci. Pour Christine Kulakowski, l'adhésion à cette organisation était toute naturelle et peut se résumer en une sorte de «double engagement». Tout d'abord, il était important pour Christine Kulakowski de ne pas isoler la question de la défense de l'interculturalité. En effet, au sein de *Culture & Démocratie*, cette question fait partie d'un mouvement plus large, et s'inscrit aux côtés d'autres objets d'engagement tels que les droits culturels, le lien entre la culture et l'enseignement… Il est donc essentiel de mettre tous ces objets sociaux côte à côte pour en extraire leurs richesses et leurs potentiels particuliers. D'un autre côté, Christine Kulakowski mesurait également l'importance de montrer, à travers les actions du *Centre Bruxellois d'Action Interculturelle*, la nécessité de faire valoir la cause de la diversité culturelle en milieux populaires au sein de *Culture & Démocratie*.

L'avenir

Christine Kulakowski est confiante. La place de la culture dans la société ainsi que le respect des cultures "différentes" sont des sujets d'actualité, plus que jamais. Le *Cbai* est devenu une institution reconnue et subsidiée, mais elle regrette que ce ne soit pas le cas pour *Culture & Démocratie*: «Il faut faire reconnaitre aux pouvoirs publics l'importance des causes que défend *Culture & Démocratie*, autant par rapport à leur réseau que par rapport à leurs objets de travail». Selon elle, les menaces qui pèsent sur ces formes d'engagement sont parfois lourdes. La montée des extrémismes qui prônent une vision du monde coupée de la réalité ainsi que la logique marchande qui menace la diversité culturelle et l'expression artistique de chacun. Notre monde est de plus en plus capitalisé et l'interculturalité est sans cesse remise en cause. «C'est une raison de plus pour continuer à se battre», dit-elle, «L'engagement aujourd'hui est urgent mais plus difficile qu'avant. L'idée romantique des années 70 a disparu». Elle continue: «Ma génération a connu l'échec de certains idéaux. Le modèle capitaliste a triomphé, les forces qui s'y opposent existent toujours mais sont disparates». De plus, elle constate également que l'Europe s'affaiblit par rapport à d'autres puissances mondiales. Le dynamisme qui existait en Europe auparavant n'est plus. Aujourd'hui, il existe une ribambelle de causes sur des objets concrets qui font partir l'engagement dans toute sorte de directions. Cela le rend mieux proportionné mais aussi plus complexe. Christine Kulakowski conclut: «L'engagement est urgent, important. Il faut aussi s'adapter aux nouvelles formes émergentes qui changent nos anciennes manières de voir l'engagement. Elles peuvent être bénéfiques et apporter beaucoup. Comme par exemple les différents "indignés" qui agissent à partir des réseaux sociaux.»

Eva Ruwet
Étudiante en communication socio-éducative
Stagiaire chez *Culture & Démocratie*

1 Frisch Max, Préface du livre de Seiler Alexander Jean, *Siamo Italiani*, Evz-Verlag, Zurich, 1965.
2 Vu sur http://www.cbai.be/

© Alain Bornain – Détail de tableau de la série *Images* – 2013



Triboulations

Penser contre la culture avec Alain Brossat et Francesco Masci

La critique de la culture est la fille effrontée des Lumières, lorsqu'elle découvre avec force prouesse dialectique, que le libéralisme entretient depuis longtemps une catégorie particulière de fous de cour (…) dont la tâche consiste à lui débiter des vérités désobligeantes devenues parfaitement inoffensives. Les attentes de la culture sont toujours destinées à être satisfaites et réduites à néant, et c'est de cette manière qu'elles se reproduisent. Les catégories que la critique de la culture agite – l'aliénation, la dialectique, l'émancipation, l'idée même de critique – semblent se renvoyer les unes aux autres comme dans un jeu de miroir se réfléchissant à l'infini.

Francesco Masci
Entertainment! [1]

Qu'il y ait des événements intéressants et même importants et que cependant rien ne puisse avoir lieu qui nous dérange, telle est la philosophie de tout pouvoir établi et, par derrière, de tout service de la culture.

Maurice Blanchot
L'Amitié [2]

François 1er, roi de France éclairé qui installa son pays dans la Renaissance, avait à son service, à l'instar de beaucoup de rois avant et après lui, un bouffon. Le sien, bien connu, se surnommait Triboulet. Un bouffon pouvait tout, quasi, se permettre vis-à-vis de son suzerain: seul autorisé à se moquer ouvertement de lui et à critiquer son action; seul à lui dire des vérités désagréables; seul à lui parler d'égal à égal; seul roturier qui le tutoyait! Il en allait de même pour Triboulet, qui interpellait sa majesté en l'appelant «Mon Cousin»!

François 1er, amoureux des femmes, limita toutefois la grande liberté de Triboulet en exigeant que ni la reine, ni les courtisanes, ne tombent sous le feu de ses quolibets et autres griefs. Un soir pourtant, pris sans doute dans un flux incontrôlé d'impertinences, Triboulet outrepassa l'ordre royal. François 1er ne put faire autrement que condamner son bouffon à la peine capitale! Reconnaissant des bons et loyaux services rendus, il lui accorda cependant le privilège de choisir les modalités de sa mise à mort. Triboulet, n'ayant manifestement pas perdu son sens de la répartie, malgré la gravité du contexte, répondit: «De vieillesse, cher Cousin». Amusé par l'intelligence de la réponse, François au Grand Nez commua la peine en un bannissement à vie.

Cet épisode de l'histoire, ici brièvement esquissé, ne raconterait-il pas quelque chose du rapport entre pouvoir (François 1er) et critique (Triboulet) et n'en annoncerait-t-il pas le devenir? Pourquoi le roi, détenteur d'un pouvoir absolu, prend-il à son service un bouffon chargé de le critiquer? À quelle nécessité cette embauche répond-elle? La critique serait-elle «cousine» du pouvoir? Pouvoir et critique évoluent-ils dans une sorte de complémentarité dialectique, utile à leur constance respective? Aujourd'hui, la critique ne serait-elle pas en train de mourir *de vieillesse*, le pouvoir en ayant définitivement achevé la synthèse?

Il faut que tout change

S'opposer, s'engager *contre* un état de fait et *pour* l'avènement d'un autre, serait-ce, *in fine*, nécessaire au maintien de l'état de fait pourtant "contesté"? Souvenons-nous de cette sage parole de Tancredi, neveu du prince Salina dans le roman *Le Guépard* de Giuseppe Tomasi di Lampedusa: «Se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi! (Si nous voulons que tout reste tel quel, il faut que tout change!)». Pouvons-nous parler d'une collaboration – sans doute inconsciente, involontaire – de la critique avec le pouvoir; d'une récupération, par le pouvoir, de la critique? C'est l'avis du terroriste Jann-Marc Rouillan: «Ici [Espagne, année 70, sous Franco], l'autoritarisme ne s'est pas encore familiarisé à la diversité, comme sous d'autres cieux. Ailleurs, à force de survivre aux fièvres contestataires, le système immunitaire s'est renforcé. Les protestataires et les fausses provocations sont devenues sa nourriture. On subventionne même son développement culturel et littéraire (…). Bertolt Brecht a écrit «Le capitalisme a le pouvoir de transformer en drogues, immédiatement et continuellement, le venin qui lui est lancé au visage, et de s'en délecter».[3] Propos que n'aurait pas reniés Pier Paolo Pasolini, qui, dans ses *Écrits Corsaires*,[4] analysant la signification du port des cheveux longs chez les garçons, découvre ces mécanismes d'absorption et d'appropriation, par la sous-culture du pouvoir, de la sous-culture de l'opposition.

Pouvoir, culture et critique

Dans les régimes politiques occidentaux actuels, où la liberté d'expression est érigée en garantie absolue de leur caractère démocratique, l'existence, en bonne santé, de mouvements de protestations, critiques du pouvoir, est, remarque Lilian Mathieu, un élément essentiel au bon fonctionnement de la démocratie. «La protestation publique n'est pas qu'un supplément utile, et relativement extérieur de la démocratie, mais elle relève des principes fondateurs de cette dernière.»[5] *Un élément essentiel, un principe fondateur* certes, mais davantage, dirions-nous, parce qu'il permet au Pouvoir de se maintenir qu'une réelle possibilité de changement politique. Cette démultiplication de débats polémiques, où s'opposent des points de vue plus éthiques que politiques, mis en scène dans les émissions télévisées et pages spéciales des quotidiens à grand tirage, est en effet perçue comme la mort du politique. Sous un régime de démocratie culturelle, écrit Brossat, «Il importe que soit offert en pâture au public un vaste assortiment de partages, de scènes polémiques, de "débats" jetables et éphémères,

1 Masci Fransesco, *Entertainment!*, Allia, Paris, 2001, pages 14-15.
2 Blanchot Maurice, *L'amitié*, cité par Brossat Alain in *Le Grand dégout culturel*, Seuil, Paris, 2008, page 155.
3 Rouillan Jean-Marc, *De mémoires* (vol. 2), Agone, Marseille, 2009.
4 Pasolini Pier Paolo, *Écrits Corsaires*, Flammarion, Paris, 1976.
5 Mathieu Lilian, *La démocratie protestataire, mouvements sociaux et politiques en France aujourd'hui*, Presse de Sciences Po, coll. «Nouveaux débats», Paris, 2011, cité par Pette Mathilde sur http://lectures.revues.org/6814
6 Brossat Alain, *Le grand dégout culturel*, Seuil, Paris, 2008, page 53.
7 De Tocqueville Alexis, *L'ancien régime et la révolution*, Gallimard, Paris, 1952, page 86.
8 Masci Francesco, *L'ordre règne à Berlin*, Allia, Paris, 2013, pages 87-88.
9 Institut de Démobilisation, *Thèses sur le concept de grève*, Éditions Lignes, Paris, 2012, page 25.
10 Masci Francesco, *Idem*, pages 53-54.
11 Brossat Alain, *Idem*, pages 96-97.
12 Brossat Alain, *Idem*, pages 28-30.
13 Brossat Alain, *Idem*, page 185.

sans suite, dont la première des vertus, si l'on peut dire, sera d'effacer le pli des divisions de longue durée (en premier lieu: celles qui séparent riches et pauvres, maîtres et serviteurs)».[6]

Le "peu de licence" que nos gouvernements démocratiques, suivant les bons conseils d'Alexis de Tocqueville,[7] laissent aux citoyens de façon à "les consoler de leur servitude", devient cette servitude elle-même! Nos libertés ne sont plus *que* fictives et imaginaires, sans prises sur le réel, séparées de lui, ne résultant d'aucune lutte politique, – certains les qualifient alors de *culturelles*: «La culture absolue ne se limite plus à la promesse d'une réconciliation entre l'individu et la société dans une "nature renouvelée" mais fournit au sujet des modèles de comportements mimétiques calqués sur une reproduction culturelle des instincts. Il en acquiert une nouvelle liberté imaginaire, qui ne semble plus du tout pouvoir entrer en conflit avec la sécurité et la continuité de l'État ou même de la société. L'individu, qui est sur le point de passer sous la seule juridiction de la culture, voit se dérober tous les ancrages qui s'opposaient à sa disponibilité à être mobilisé par les images. (…) La mobilisation est totale».[8]

Partout, toujours, la culture nous entoure et neutralise notre rapport au réel en s'imposant, à travers une saturation d'images, comme l'inévitable média, le dispositif général qui cadre toute vie. Elle nous mobilise totalement pour ce monde-ci. «Si la mobilisation désigne ce mécanisme civilisateur qui exploite tous les accroissements de capacité, de savoir, de mobilité, de précision, et d'efficacité, alors notre monde moderne est une mobilisation infinie»[9] constate l'Institut de démobilisation.

Ainsi, même quand, mobilisés et engagés, nous croyons adopter une posture critique, nous critiquons «par images» et reconduisons notre collaboration à ce qui nous domine. «À partir des années cinquante, la critique de la culture met en scène, sous différentes versions, le même scénario d'un peuple de spectateurs passifs et aliénés soumis à la volonté omnipotente d'une industrie du spectacle tyrannique. Cette reconstruction doublement fictive du réel (…) est paradoxale parce qu'elle constitue un réservoir inépuisable d'images et événements dont s'alimente ce même processus de fictionnalisation auquel la critique de la culture croit s'opposer. Le spectacle du "spectacle" ne se comprend, somme toute, que par rapport à une idée de rédemption du genre humain, rédemption, qui venant refermer le cercle vicieux de la critique de la culture, n'est censée s'accomplir que grâce à la culture et aux images».[10]

Sous le régime de la culture, toute contestation, tout acte subversif n'a plus qu'une valeur esthétique, fictive. La culture, mobilisant chacun de nous chaque jour plus globalement, immobilise nos sociétés.

Que faire?

Si l'on suit les auteurs dont la lecture a préparé cet article, une association comme *Culture & Démocratie*, qui se conçoit comme une structure critique, de contre-pouvoir et qui, en réaction aux atrocités du nazisme et du fascisme en général, affirme son combat comme un combat pour la culture et contre la barbarie, se mettrait le doigt dans l'œil! Le diagnostic qu'elle pose, depuis ses hauteurs «critiques» d'une culture en danger, d'une effrayante carence culturelle, et donc démocratique, de nos sociétés serait tout bonnement fallacieux: notre époque, au contraire, est celle du règne de la culture et cette dernière n'émancipe pas! Davantage de culture n'équivaut pas à davantage de démocratie: la culture fait de la démocratie, en la dépolitisant, une institution de spectacle. La culture est police: elle est «Un dispositif général d'empêchement de toute *mise en mouvement* quelle qu'en soit l'échelle. Non pas d'empêchement violent ou coercitif d'actions de déplacement, résistance, renversement, etc., mais plutôt de désamorçage préventif de tout ce qui tendrait à la constitution de pôles ou de foyers d'actions susceptibles d'agréger des résistances à l'insoutenable, de créer des dynamiques incontrôlables de soulèvement».[11]

Ces auteurs – Brossat, Masci – qui s'inscrivent dans un courant de pensée initié par Nietzche, prolongé notamment par Dubuffet (qui, dans son livre *Asphyxiante culture*, démontre que l'ordre social est l'émanation de l'ordre culturel, et non le contraire), ébranlent ainsi, sans concessions, nos évidences… Ils agencent de façon négative deux termes qui, mis ensemble, semblent, pourtant si salutaires. «Contrairement à ce que prêchent les héritiers d'Adorno, la culture n'est pas ce bien noble et précieux qu'il conviendrait de protéger contre toutes les formes dégénérées et vulgaires qui en usurpent le nom (ladite "culture de masse" promue par les industries culturelles), mais bien ce milieu même dans lequel va prévaloir le principe fondamental d'indifférenciation qui tend à devenir le pivot ou l'opérateur essentiel de la nouvelle normativité démocratique. (…) Plutôt que de vaticiner sans fin autour du motif inépuisable de "la culture en danger", demandons-nous ce qu'il en est aujourd'hui de ce que notre temps nomme "culture" en tant que forme de rassemblement et moyen de gouvernement; interrogeons-nous sur ce qu'il en est de l'*efficience culturelle* en un temps où il est devenu des plus conventionnels de se lamenter sur l'affaiblissement du politique – sans qu'il vienne pour autant à l'idée de tous ces spécialistes de la déploration de s'interroger sur la façon dont la machinerie culturelle prend le relais des dispositifs politiques désactivés et de substituer des schèmes de consommation à des schèmes d'action. Questionnons plutôt l'inconséquence qui consiste à se lamenter sur le déclin de la politique tout en s'établissant dans la posture du défenseur inflexible et du promoteur inlassable de cela même qui vient occuper le espaces désertés par l'action politique: la "démocratie culturelle"».[12]

Alain Brossat nous invite à nous méfier du consensus qui accorde tout le monde autour de l'importance de la culture. Il nous stimule à faire de la culture une raison de conflits, de divisions; à remettre, inlassablement, au cœur de nos préoccupations «politiques», ce partage irrésolu entre les riches (minoritaires) et les pauvres (majoritaires), les maîtres et les serviteurs. Il nous incite à inventer de nouveaux possibles politiques; à refaire naître, contre la culture, le politique et la démocratie de haute intensité (c'est-à-dire la plus directe et locale possible, très loin des pratiques des démocraties représentatives et parlementaires qui neutralisent nos énergies politiques). Il nous encourage, enfin, à dégager l'art de la culture: L'art écrit-il, «est l'autre absolu de la culture en ce sens qu'il ne s'inscrit pas dans la durée, le temps continué et saturé, mais produit des ruptures».[13]

Francesco Masci montrant comment la critique de la culture fait partie intégrante de la culture absolue, et comment cette culture absolue nous gouverne (voir

l'article *soft power* paru dans le Journal 25 de *Culture & Démocratie*),[14] propose une remise en question radicale de nos comportements critiques, protestataires: ne nous maintiennent-ils pas dans le domaine de la représentation, de l'attente, de la fiction?

Et si, ne faisant plus cela, on ne sait pas quoi ou comment faire, pourquoi, alors, ne plus rien faire? Un temps s'arrêter? «Marx dit que les révolutions sont les moteurs de l'Histoire. Mais peut-être en est-il autrement. Peut-être les révolutions sont-elles le moment où le genre humain voyageant dans ce train tire le frein d'arrêt d'urgence».[15]

Baptiste De Reymaeker
Coordinateur
de *Culture & Démocratie*

14 Vu sur http://www.cultureetdemocratie.be/documents/Journal_25.pdf

15 Benjamin Walter cité par Paoli Guillaume, *Éloge de la démotivation*, Lignes, Paris, 2008.

I have no dream, je n'ai pas de rêve mais quand même

Montréal, le 24 août 2013, je relis et écoute. Cinquantième anniversaire du fameux discours de Martin Luther King, prononcé à Washington sur les marches du *Lincoln Memorial* devant plus de 200.000 personnes. «*I have a dream*. Je rêve que, un jour, même en Alabama où le racisme est vicieux, où le gouverneur a la bouche pleine de mots "interposition" et "nullification", un jour justement en Alabama, les petits garçons et petites filles noirs, et les petits garçons et petites filles blancs, pourront tous se prendre par la main comme frères et sœurs». On n'est pas encore dans le post-racisme, loin de là; en 2011, 27 % des noirs vivent sous le seuil de la pauvreté, pour 42 % en 1966, le revenu des ménages blancs à l'heure actuelle s'élève à près du double du revenu des ménages noirs, le taux de chômage 2013 des blancs est de 6.6 % pour 12.6 % pour les noirs, le taux d'incarcération des noirs est de 1 sur 15 pour 1 sur 106 pour les blancs. On pourrait continuer. Pourtant, un mouvement d'abord civique, culturel, non violent a, sur un demi-siècle *et en s'engageant politiquement*, rendu la société plus tolérable, même si, dans de nombreux cas, le flic, le maton, le patron exploiteur a changé de peau, noir ou blanc, *la domination repousse comme le chiendent, qu'importe la couleur de la schlague?*

Toute personne un peu lucide sait que les dits partis démocratiques sont des systèmes orbitaux avec des plaintes et des demandes sur les franges et les pouvoirs efficaces dans les centres semi-fermés. Ainsi, le parti socialiste, dont les capacités spongieuses ne sont plus à démontrer, sait écouter, exfiltrer les plaintes et les souffrances, en ce compris fascisantes et racistes *de sa base*, à la différence des Écolos qui restent des schtroumpfs à lunette et des donneurs de leçons. Mais quant à s'engager à partir des orbites extérieures pour entrer dans le sein des saints où se prennent les vraies décisions, le citoyen alpha apprend vite: les congrès des partis dits démocratiques ressemblent in fine aux congrès du parti communiste albanais, tout est déjà plié avant la grande messe, verrouillé au sein de caucus. Les petits malins qui veulent dire leur mot et y réussissent, doivent faire preuve de pas mal d'ambitions et de persévérance. Un parcours de combattant, non pas contre l'oppression, mais pour gérer les coups de pied et les croche-pieds administrés par les camarades. Quand on veut grimper vers le haut, et pérégriner rivalitairement du parvis vers l'autel. Ainsi fait. Donc, ne pas trop rigoler avec les chants de sirènes démocrates qui ne cessent de nous seriner: "engagez-vous, citoyens!".

Allons chercher quelque autre motif pour s'engager, exerçons notre citoyenneté *en mode citoyen qui réfléchit*, décomposons le fameux chant de l'Internationale. Je suis persuadé que le retraiter, c'est faire hommage aux "citoyens belges" qui tombèrent de 1860 à 1914, sous les balles de la "garde civique" parce qu'ils revendiquaient le suffrage universel.

C'est la lutte finale. Non, il n'y a pas de lutte finale. Croire à l'avènement d'une société enfin et définitivement réconciliée, c'est laisser la pulsion de mort nous gagner, croire idiotement que la paix nirvanesque va transformer les camés à la position *number one* en gentils agneaux démocrates soucieux de l'opinion d'autrui. Il n'y a pas de lutte finale, mais une succession de luttes toujours à refaire, et les *junkies* installés à la case "chef / petit-chef " sont férocement accrochés à leurs récompenses à la dopamine.

Groupons-nous et demain, l'internationale sera le genre humain. Encore le modèle sacrificiel chrétien qui a la vie dure: se sacrifier aujourd'hui pour des lendemains qui chantent. *Mourir pour des idées, d'accord, mais de mort lente* répond en écho le chanteur que l'on connaît. Et puis, les utopies, ça pue. Se laisser intuber par une utopie, c'est se mettre un juge dans la tête et dans la peau. Ce censeur, au nom de sa pureté paradisiaque, se mêle de juger, de jauger, de déprécier mon présent, *qui n'a pas son avenir, il prétend que son idée est meilleure que mon réel, ses projections plus riches que ma vie.* Les utopies sont puantes.

Debout, les damnés de la terre. Le chant nous dit de nous mettre debout, on n'a pas besoin d'un quelconque prophète pour nous dire qu'il faut se lever, on est bien debout sans lui. Les sursauts qui disent non aux dominations multiformes viennent de décisions courageuses d'abord *dans ma solitude.*

Debout, les forçats de la faim. Oui, être de gauche, si ce terme a encore un sens (les massacreurs de la Commune, dont le général Gallifet, faisaient partie de la gauche dé-

mocratique et républicaine et Marx aurait ressenti comme une insulte d'être catalogué *de gauche*). Il nous fait tourner le regard vers ces travailleurs du textile du Bengladesh, ensevelis sous les profits de leurs patrons. Les forçats de la faim sont là-bas, et aussi dans certains de nos quartiers. Comment faire avec nos distances, nous qui ne mourrons pas de faim ni d'insultes?

Du passé, faisons table rase. Surtout pas, d'abord, il faut vivre avec son passé. Il nous nourrit, nous le digérons, nous sélectionnons, dans l'éternel retour des poussées de vie et de mort, ce qui nous nourrit, les relations positives à agencer, les toxiques à fuir. Et puis, *la table rase*, ça ressemble furieusement à *la révolution culturelle de Mao*, terrifiante opération fasciste rouge dont le parti des travailleurs de Belgique, le PTB se réclame encore discrètement. Déporter notre regard, sortir de son nombril, être au monde, déjà. Voyager dans le temps aussi. Je pense à ces quatorze-là, morts lors de la grande grève de 1902 pour l'obtention du suffrage universel, des tués à Houdeng, à Bruxelles, à Louvain, abattus comme des chiens. *«On» a perdu vos noms, aucune machine à célébrer ne s'est penchée sur votre drame, vous êtes des chiens inconnus. On vous a tué deux fois, car l'histoire n'a pas retenu vos noms pour vos enfants et pour les nôtres.* Il fallait pourtant que des historiens s'y mettent, chantent votre courage et votre détermination, que vous rejoigniez d'autres plus glorieux, plus ordonnés sans doute et qui s'efforçaient de vous décourager, restés loin derrière, chefs prestigieux dont les rues et avenues de Belgique ont gardé le nom.

La raison tonne en son cratère: mille fois oui. Spinoza est mille fois plus opportun que Marx. «J'ai pris grand soin de ne pas tourner en dérision les actions humaines, de ne pas les déplorer ni les maudire, mais de les comprendre».[1] Les chefs sont des effrayantes machines à juger, et juger, c'est plier, faire plier.

Foule esclave, debout, debout. Sûrement pas, nous ne sommes pas des esclaves, nous sommes des maîtres, maîtres de nous-mêmes. Les esclaves, c'est plutôt ceux qui sont accros à la domination, qui ne sont plus rien quand ils n'ont pas leur toutou tout. Revendiquer le fait d'être un esclave, c'est se faire du mal à soi, se mépriser. Au contraire, comme la maîtrise, la gouvernance de soi au sein de collectifs solidaires est une plus belle affaire! Et puis *la foule.* Je ne supporte pas d'aller beugler derrière des mégaphones, derrière des banderoles, avec *des mots d'ordre*, et des nouveaux prêtres à la fin de l'affaire qui viennent *clôturer la démarche lors de l'allocution finale*, et puis il y a *les services d'ordre.* Les troupeaux beuglants contre l'ennemi unique enfin trouvé, le bouc émissaire de nos lâchetés et de nos conneries, c'est trop. *Quand je rencontre une manif, j'aimerais bien changer de trottoir mais ce n'est pas toujours possible.*

Le monde va changer de base. Non, il ne changera pas de base, à moins que les crimes anti-écologiques – nous sommes des êtres de nature, on ne nous l'a pas assez dit – nous y contraignent. Il n'y a pas d'alternative censée entre la révolution, on sait ce qui se produit dans les périodes post-révolutionnaires, *les libérateurs d'aujourd'hui sont les tyrans de demain*, et les réformes, à petits pas. Mieux valent ces réformes, mises en œuvre par les partis dits démocratiques à orbitales de pouvoir, avec les gens qui descendent, sans moi, dans la rue. On ne tire plus dessus, il n'y a plus de morts, y a-t-il encore un quelconque danger?

Nous ne sommes rien, soyons tout. On n'est pas rien, c'est justement parce qu'on *est quelque chose* que nous renonçons *à vouloir être tout.* Vouloir être tout, ça rime furieusement avec le totalitarisme: «Le terme de transparence qui a pu être avancé pour rendre compte de la visée propre à la révolution prolétarienne (…) ne désigne pas l'essentiel. La question est celle d'une société sans antagonisme, sans déchirement intérieur, sans opposition radicale. Le communisme, d'abord une société où n'existeraient plus d'intérêts fondamentalement divergents entre les individus. Une société une et même».[2] La société du tout, ça devient vite une société de toutous.

Oui, alors ça termine si bien:
Il n'est pas de sauveurs suprêmes, Ni Dieu, ni César, ni tribun, Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes. En écho: «Certaines gens s'imaginent qu'au sein de l'humanité doit apparaître un grand personnage, un de ces êtres providentiels, comme on les nomme, qui résumera toutes les idées, dégagera la vérité de l'erreur, abattra les têtes des vieux préjugés, mettra à niveau toutes les opinions… et de sa forte main lancera l'actuelle génération dans une nouvelle ornière».[3] Et si c'était ça, s'engager, *c'est* ***à la fois*** *éviter les ornières* et se sauver soi-même en s'engageant avec nos autres soi-mêmes dans une multiplicité de trajets, autant d'associations que de désassociations.

Pierre Ansay
Derniers ouvrages parus:
Gaston Lagaffe philosophe (2012)
Spinoziens, fraternels et anarchistes (2013)

1 SPINOZA Baruch, *Traité de l'autorité politique*, Folio Essais, Paris, 1978, page 78.
2 GAUCHET Marcel, «L'expérience totalitaire et la pensée politique», in *Esprit*, juillet 1976.
3 PROUDHON Pierre-Joseph, *De l'utilité de la célébration du dimanche*, Éditions de l'Herne, Paris, 1839, chapitre V.

Culture & Démocratie, poursuivre et inventer

Engagement, encore…

Une découverte lors d'une escapade récente au *Mucem* à Marseille: au cœur de la *Galerie de la Méditerranée* et d'une section intitulée *Citoyenneté et droits de l'homme*, une vidéo rassemble neuf portraits de femmes issues de sociétés méditerranéennes, Syrie, Egypte, Tunisie, Algérie, Libye … engagées à des titres divers dans la vie publique de leur pays, au titre des droits de l'homme et plus encore de la femme. Filmées frontalement, elles décrivent leur action, en expliquent la genèse et les formes. Elles précisent, pour certaines, les risques concrets auxquels elles s'exposent. Au fil de ces récits, Caroline Ayoub, syrienne en exil, fondatrice de *Radio Souriali*, utilise une formule qui évoque une des composantes de l'engagement: «Je ne veux pas vivre dans mon pays comme dans un hôtel». Sans doute s'agit-il de cela lorsque l'on agit ou réagit, lorsque l'on rejoint un mouvement qui, surgissant ou établi, marginal ou puissant, prétend infléchir quelque chose de l'ordre ou du désordre du monde: une volonté de regarder et de dire, de participer au commun et de contribuer, si peu que ce soit, à la marche du monde.

Soyons de bon compte. Dans cette affaire, il s'agit d'abord de soi et du désir que l'on a de déposer ses passions, ses préoccupations, ses idées voire ses convictions dans l'espace public. Nos combats sont logiquement issus des territoires qui résonnent le plus en nous. Se battre pour la culture, pour les cultures, vient sans doute de ce qu'on en est personnellement irrigué. De ce qu'elle nous donne à vivre sous des formes multiples et au cœur de notre existence, des plaisirs et des émotions qui nous semblent fondateurs. L'engagement est d'abord une expression de soi, là où on croit pouvoir la porter de manière féconde. L'engagement n'est pas que vertueux loin s'en faut, ni nécessairement généreux mais il peut être déterminé et sur le terrain choisi, efficient.

Un terrain choisi

Le terrain choisi ou pour mieux le dire, croisé, fut donc *Culture & Démocratie*, Asbl fondée par des hommes et des femmes profondément convaincus de ce que la culture est un ingrédient essentiel de la démocratie.

Quelle culture? Sans doute s'agissait-il surtout de la culture dite savante, des Beaux-arts pris dans leur acception la plus large, de tous les héritages culturels et artistiques (la vision en était déjà multiculturelle) et de toutes les formes de création. Assumant, pour plusieurs d'entre eux, de grandes responsabilités dans des institutions culturelles ou dans la sphère politique, les fondateurs mesuraient pleinement combien les lieux de culture peuvent être des agoras, des lieux de création, d'ouverture, de proposition, de confrontations et de rencontres, d'aventure individuelle et collective pour l'esprit.

Le Manifeste de 1993 dont certaines formulations posent aujourd'hui question, certes, mais dont les axes sont toujours d'une vive actualité, pose que l'art et la culture comme productions individuelles et collectives, comme expérience ouverte et multiple, comme lieux d'une lecture plurielle et singulière du monde participent d'une société ouverte, inventive et tolérante.

Le Manifeste pose encore en préambule à ses recommandations que «Dans une société trop exclusivement préoccupée sur l'aspect matériel de son bien-être, ils constituent un contrepoint qualitatif fondamental; que les énergies intellectuelles et sensibles qu'elles déploient alimentent en profondeur la vitalité d'une démocratie; que la résurgence du racisme et d'autres formes d'exclusion impose plus que jamais l'exercice de la tolérance qui est au cœur de tout acte artistique véritable; enfin que les difficultés des finances publiques ne devraient plus affecter les aides à la culture, au risque d'hypothéquer le devenir de notre société». Ses signataires réclament donc un soutien plus déterminé de la part des pouvoirs publics aux politiques culturelles et, déjà, la présence plus forte de la culture et de la création dans les enseignements obligatoires.

Culture & Démocratie aujourd'hui: permanence et plasticité

Le Manifeste traduisait la volonté de faire avancer la démocratisation de la culture et de faire bouger, à l'échelon central et régional, des équilibres jugés insatisfaisants. Ils ne le sont pas davantage aujourd'hui, c'est peu de le dire. Ce qui apparaît, plus vivement encore qu'en 1993 parce que nos sociétés qui ont beaucoup changé en vingt ans sont traversées de questions aiguës dans le champ politique, économique et social, c'est qu'une culture qui conjugue l'individualisme forcené et le consumérisme débridé nuit profondément à la démocratie. Elle la met en péril.

Habité par ce constat, «l'objet social» d'une Asbl ambitieusement nommée *Culture & Démocratie* est bien de questionner autant l'état de la culture dans la société démocratique que l'état de la culture de la démocratie.

En témoigne le billet communiqué lors de la passation de présidence en 2011: «*Culture & Démocratie*, émanation forte et spontanée d'artistes et d'intellectuels, de responsables d'institutions culturelles et de mouvements associatifs, pense de manière critique et volontairement plurielle l'articulation du culturel au politique et du politique au culturel: vaste et indispensable travail à l'heure où les valeurs démocratiques sont mises à mal tandis que l'épuisement du modèle néo-libéral nous met au défi d'inventer de nouvelles et de plus justes manières de vivre ensemble. *Culture & Démocratie* déploie sa réflexion et son action sous plusieurs axes: art et santé, art et prison, culture et enseignement, culture et citoyenneté, culture et solidarités, politiques culturelles. Cet inventaire n'est pas exhaustif. L'Asbl entend inscrire l'ensemble de ces chantiers et ceux à venir, dans la perspective commune et désormais centrale pour elle, des droits culturels».

Culture & Démocratie, désormais structure d'éducation permanente, a formalisé sous la forme d'un archipel de commissions, les axes majeurs de sa réflexion et de son action tels que repris plus haut. Travail collectif, délicat et complexe, construit dans le débat contradictoire et visant, avec un sens aigu de l'utopie, à faire émerger à partir du champ de la culture et de la création, une autre appréhension du commun et du partagé.

Les axes Culture et Prison, Art et Santé, Culture et Enseignement, Culture et Travail social en témoignent aujourd'hui. C'est d'ailleurs dans ces axes de réflexion critique et d'action que *Culture & Démocratie* veut aboutir à des recommandations qui seront adressées aux responsables politiques, dans la perspective des élections de mai 2014.

Car c'est une visée politique au sens strict que de faire entrer des pratiques de création dans les lieux d'incarcération dont l'état de délabrement est une faute culturelle majeure, les faire pénétrer dans les milieux de soins pour affirmer qu'une personne ne peut être réduite au seul statut de malade, inscrire dans tous les cursus de formation, obligatoires ou non, une préoccupation culturelle et artistique qui prenne la forme de savoirs, de compétences et de pratiques, reconnaître concrètement que le travail social est un travail – de et en – culture. Dans ces lieux d'abord, mais pas seulement, il s'agit de dire avec force que l'homme n'est lui-même, capable d'écrire une histoire singulière et collective que pour autant qu'il puisse s'affirmer dans sa dimension de créateur, de sa vie, de ses liens et de ses enracinements.

Reste à nouer ces différents axes de travail: ils le sont aujourd'hui dans la question devenue centrale pour *Culture & Démocratie*, du droit de participer à la vie culturelle. Ce droit a été consacré, et de manière contraignante, par la *Convention européenne des droits de l'homme* de 1951 puis par le *Pacte économique et social des Nations Unies* de 1966 qui énonce que «Toute personne doit pouvoir participer à la vie culturelle de son choix et exercer ses propres pratiques culturelles dans les limites qu'impose le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. À cette fin, l'État devra respecter la liberté indispensable (…) aux activités créatrices et prendre des mesures pour assurer le maintien, le développement et la diffusion de la culture».* C'est en effet dans le lit de ce droit et de la déclinaison qu'en font les textes internationaux et nationaux que nous entendons désormais travailler avec toutes nos commissions pour donner à nos actions, toute la pertinence et toute la cohérence possibles.

Vingt ans après, le défi est bien de poursuivre une aventure ouverte dans la conviction qu'il ne pouvait y avoir d'émancipation véritable sans expérience répétée, pour chacun et chacune, de ses inscriptions et de ses inventions culturelles. Car l'affirmation du droit à participer à la vie culturelle pourrait sembler dérisoire au regard des douleurs et des mutations contemporaines: explosion des pauvretés, périls climatiques, désagrégations multiples, réveils des racismes et des intolérances, férocité du monde.

Pourtant beaucoup aujourd'hui, dans tous les champs du politique, mesurent qu'il ne peut y avoir de réponses qui vaillent qui ne soient profondément culturelles. Les travaux, les rencontres et les débats qui ponctueront cette année anniversaire ont l'ambition d'en dresser, avec tous ceux et celles qui se joindront à nous, plus que des contours.

Sabine de Ville
Présidente
de *Culture & Démocratie*

* Romainville Céline et Poncin Marie, *Culture et vous, Dossier d'information sur le droit à l'épanouissement culturel*, Culture et Démocratie, Bruxelles, 2009, page 21.

Côté images: Alain Bornain

Alain Bornain est peintre, ou "artiste plasticien" car il s'exprime sur tout support, du tableau classique, peint à l'huile, aux grands papiers listing, du papier peint au post-it, à l'installation, à la vidéo… L'œuvre qui figure en page deux du catalogue de son exposition à l'Iselp en 2006, est un tableau d'école. Un tableau noir où – comme avec une craie – il a tracé une vingtaine de mots: peinture, image, signe, langage / détournement, trade / simulacre, effacement, oblitération, dissimulation / vanitas / vie…

Des mots qui semblent parfois s'effacer. L'usure du temps… Une démarche radicale sur le plan plastique, un questionnement sans fin quant à la nature de l'art, à sa nécessité. Le grand écart assuré car si la finalité est l'œuvre à réaliser (la même angoisse que devant la page blanche…), ses préoccupations tournent autour de la mémoire, du temps qui passe, de la disparition. De l'écriture aussi, des mots, des chiffres, des codes génétiques, du langage binaire.

Après *Memento*, en 2012, où l'*Hôpital Notre-Dame à la Rose*, à Lessines (un lieu chargé d'histoire) s'était associé au *Bps22* pour un dialogue entre quatorze œuvres d'Alain Bornain et les salles du musée, l'exposition *Obsessions* présentée au printemps 2013 au *Musée des Beaux-Arts* de Charleroi marque une nouvelle étape! 17 grandes huiles sur toile y questionnent la vie, la mort, la société, la condition humaine, détournent les symboles sacrés de la croissance et de la consommation! Et lorsqu'elles représentent des humains, ce sont des foules indistinctes, compactes, embrigadées. Victimes anonymes de la non-démocratie. De la dictature des cours de bourse.

Nous avons choisi de ponctuer ce Journal par quelques œuvres extraites d'*Obsessions*.

Georges Vercheval
Vice-Président
de *Culture & Démocratie*



© Alain Bornain – Détail de tableau de la série *Images* – 2013

Alain Bornain (1965) vit et travaille à Charleroi. Il enseigne à l'*École supérieure des Arts plastiques et visuels* de Mons.

Lauréat du *Prix Gustave Camus* de l'*Académie royale de Belgique*, 2011. Résidences à Düsseldorf en 2002, à Paris en 2005. Expositions personnelles (notamment): *Centre culturel Jacques Frank*, Saint-Gilles, 1998; *Galerie Détour*, Jambes, 1999; *Galerie Observatoire*, Montréal, et *Irs Art*, Waterloo, 2001; *Galerie Brachot*, 2004 et 2005; *Irs Art* et *Iselp*, 2006; *Exit 11*, Gembloux et *Les Brasseurs*, Liège, 2007; galerie *Exit*, Gembloux, 2009; *Musée de l'Hôpital Notre-Dame à la Rose*, Lessines, 2010 et 2012; galerie *Koma*, Mons, 2012; *Musée des Beaux-Arts* de Charleroi, 2013.

Participation à des expositions collectives en Belgique et à l'étranger (Hongrie, Allemagne, Suisse, Italie, Autriche). Œuvres dans les collections de la *Communauté française de Belgique*, de la Province de Hainaut, de la Ville de La Louvière, de la *Banque Nationale*, du *Bps22*, du *Musée des Beaux-Arts* de Charleroi, du *Musée de l'Hôpital-Notre Dame à la Rose* de Lessines, du *Musée royal* de Mariemont.

Culture & Démocratie

Depuis 1993, *Culture & Démocratie* rassemble des artistes et opérateurs sociaux afin de promouvoir la culture comme valeur démocratique. Médiatrice et relais entre les secteurs culturels et associatifs, elle encourage la participation de tous à la vie culturelle.

Fondateur Bernard Foccroulle
Présidente Sabine de Ville
Vice-président Georges Vercheval
Équipe Christelle Brüll et Baptiste De Reymaeker

Le Journal de *Culture & Démocratie* est édité par l'asbl *Culture & Démocratie*
rue Émile Féron 70, 1060 Bruxelles
Téléphone: 02 502 12 15
Courriel: info@cultureetdemocratie.be
Site web: www.cultureetdemocratie.be
Banque Triodos: BE65 5230 8036 6696

Ont collaboré à ce numéro
Pierre Ansay, Alain Bornain Christelle Brüll, Baptiste De Reymaeker, Sabine de Ville, Bernard Foccroulle, Anne-Marie Impe, Ivo Janssens, Christine Kulakowski, Nimutella Parlaku, Christian Ruby, Eva Ruwet, Estelle Spoto, Chantal Van Elst, Georges Vercheval – *bien que sollicités, les textes publiés ici n'engagent que leur auteur.*

Images Alain Bornain – *rappelons que les images publiées sont autonomes et sans rapport avec les textes.*
Mise en page Christian Vanhoeter
Impression Imprimerie Jan Verhoeven
Éditeurs responsables Christelle Brüll et Baptiste De Reymaeker, rue Émile Féron 70, 1060 Bruxelles

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

URGENCE!

Vous appréciez
le travail de *Culture & Démocratie*?
Vous en reconnaissez la qualité, l'efficience et l'utilité dans le champ de la réflexion et de l'action politiques? Si oui, le moment est venu de nous le manifester concrètement!
En raison d'une équation désastreuse entre une subvention non indexée et des coûts (notamment salariaux) variables, l'association se trouve aujourd'hui dans une situation financière difficile.

Votre cotisation portée désormais à 10 euros en guise de soutien, la cotisation «membres d'honneur» portée à 50 euros qui vous permet de recevoir nos journaux et publications papier par la poste ou vos dons déductibles fiscalement à partir de 40 euros (avec la mention *don* en communication de votre virement) sont désormais indispensables à notre équilibre budgétaire.

Culture & Démocratie est un réseau rassemblant plus de dix mille personnes qui, cotisant largement, peuvent régler la question budgétaire et plus encore, conforter l'association dans sa vocation à faire réseau pour penser l'articulation plus actuelle que jamais entre la culture/les cultures, et la démocratie.

Merci d'avance!

Versements à l'ordre de *Culture & Démocratie*, rue Émile Féron 70 à 1060 Bruxelles:

Banque Triodos
IBAN: BE65 5230 8036 6696
BIC: TRIOBEBB